

Numéro 46 - 18 novembre 2017

La Loi 62 du Québec

L'Assemblée nationale blâme les femmes et les jeunes pour masquer sa propre couardise

- Parti marxiste-léniniste du Québec -



La Loi 62 au Québec

- L'Assemblée nationale blâme les femmes et les jeunes pour masquer sa propre couardise - *Parti marxiste-léniniste du Québec*
- La Loi 62 est irrationnelle et doit être abrogée - *Georges Côté*

Le gouvernement Trudeau adopte la Loi sur la modernisation des transports

- Les travailleurs rejettent cette atteinte à leur dignité et à leurs droits

Opposition au chantage des monopoles du transport

- Destruction nationale dans le nord du Manitoba
- Des gestes, pas des paroles pour renverser la destruction nationale
- Les propriétaires américains menacent de fermer le Huron Central Railway

Le fauteur de guerre Trump en Asie

- Des manifestants antiguerre en Corée du sud - *Philip Fernandez*
- Déclaration conjointe d'associations internationales d'avocats
- Protestations au Canada

Le blocus de Cuba par les États-Unis doit être levé!

- Les États-Unis annoncent de nouvelles restrictions sur le commerce et les voyages à Cuba
- Un autre rejet massif et retentissant par l'ONU du blocus économique des États-Unis contre Cuba - *Isaac Saney, Réseau canadien pour Cuba*
- Le blocus des États-Unis est le principal obstacle au développement scientifique à Cuba - *Yenia Silva Correa*
- Actions en appui à la résolution cubaine à l'ONU
- Nous persévérons, forts du consensus de notre peuple et de l'engagement patriotique des plus jeunes, dans la lutte anti-impérialiste et dans la défense de notre indépendance - *Bruno Rodriguez Parilla, ministre des Relations extérieures de Cuba*

Bas les pattes du Venezuela!

- Opposons-nous à l'ingérence continue du gouvernement Trudeau au Venezuela! Non aux tentatives de changement de régime menées par les États-Unis!
- La République bolivarienne du Venezuela dénonce la décision du gouvernement canadien - *Communiqué du ministère du Pouvoir populaire pour les Relations extérieures*
- Dénonciation de la réunion de Toronto sur la « crise vénézuélienne »
- Premier ministre Justin Trudeau, laissez le peuple vénézuélien vivre en paix - *Fondation Hugo Chavez*

Supplément

Le stratagème pour payer les riches d'Amazon

- Être ou ne pas être en contrôle de leur vie: le problème qui se pose pour les travailleurs - *K.C. Adams*

La Loi 62 au Québec

L'Assemblée nationale blâme les femmes et les jeunes pour masquer sa propre couardise

- Parti marxiste-léniniste du Québec -

Une victoire à la Pyrrhus est une victoire qui est obtenue au prix de terribles pertes pour le vainqueur. Cette expression s'applique bien à l'adoption de la Loi 62 par l'Assemblée nationale le 18 octobre. On a essayé de justifier la Loi sur la base que le moins de 1 % des femmes qui portent une pièce de vêtement qui couvre leur visage se trouve à bloquer le progrès de la société en privant le 100 % de la population de la jouissance de ses droits.

La prétention du gouvernement qu'il défend le droit public et une démocratie civile repose sur une notion étriquée de ce qu'est la séparation de l'Église et de l'État, qu'on dit être une lutte « inachevée ». Cette lutte est présentée de la manière la plus absurde qui soit et totalement hors contexte. La séparation de l'Église et de l'État a été réglée au Québec en 1874 quand le Conseil privé britannique a réglé l'affaire Guibord. Cela a arrêté l'ingérence de l'Église dans les affaires qui sont de la compétence de l'autorité civile, et réglé la question à savoir que l'État était laïc et non

ecclésiastique et que le pouvoir civil et non le pouvoir ecclésiastique de l'Église régnait sur les affaires temporelles.[1] En dépit de cela, l'Église a maintenu son pouvoir oppressif dans les affaires temporelles parce qu'il était de l'intérêt des cercles dirigeants de maintenir les rapports féodaux dans les campagnes. Ce pouvoir s'est maintenu jusqu'à son éclatement dans les années 1950-1960, lorsqu'il a fallu créer un bassin massif de main-d'oeuvre à bon marché pour servir l'expansion impérialiste américaine au Canada et c'était le Québec qui procurait alors le plus haut taux de rendement sur l'investissement. On a donné à cette période d'expansion économique et de changements sociaux et culturels au Québec le nom de Révolution tranquille.

Le problème aujourd'hui n'est pas qu'il existe un pouvoir ecclésiastique qui contrôle l'État et les affaires temporelles, mais bien que des intérêts privés se sont emparés de cet aspect du pouvoir civil qui, dans la période précédente, servait ce qu'on a appelé le bien public. Il est tout à fait pathétique d'accuser ce tout petit nombre de femmes qui portent un vêtement qui leur voile le visage d'opprimer d'autres gens qui ne partagent pas les croyances que cette pièce de vêtement est censée représenter. Il s'agit d'une tentative méprisable de détourner l'attention de ce qui bloque le progrès de la société et du refus de cette élite de s'attaquer aux véritables problèmes de l'économie et de la société. Il y a plusieurs années de cela, c'était au tour des travailleurs de la



construction « criminels » qui étaient accusés de recourir à la « violence » sur les chantiers et de priver les autres travailleurs de la construction de leurs droits, alors que le droit d'association et de négociation collective du collectif tout entier des travailleurs de la construction subissait l'assaut brutal des monopoles privés et des gouvernements à leur service. Il y a trois ans, c'était au tour des « travailleurs municipaux irrespectueux de la Loi » dont on disait qu'ils avaient « envahi et vandalisé » le conseil municipal et privé les Montréalais de leur droit aux services municipaux, alors que pendant ce temps ces services étaient privatisés, les services à la population se détérioraient et Montréal transférait de vastes montants d'argent public dans les coffres de promoteurs privés.

En ce qui concerne la Loi 62, s'attaquer à ces femmes qui sont les plus vulnérables est un acte de lâcheté incroyable. C'est la raison pour laquelle les députés libéraux précèdent toujours leurs interventions avec des phrases à propos de « l'égalité hommes-femmes ». C'est comme ceux qui disent : « Je ne suis pas raciste mais... » avant de se lancer dans des invectives racistes. Ces partis utilisent leur position au sein du gouvernement et de l'État pour payer les riches au détriment du bien public qu'ils disent défendre avec cette loi.

Cette tentative de blâmer ce très petit nombre de femmes pour les problèmes de la société québécoise est absurde et lâche à la fois. Tout le monde sait que ces femmes ont besoin de l'appui de l'État, elles ont besoin que l'État les défende au lieu de les attaquer. C'est pour cette raison que les libéraux ont sorti de leur sac une deuxième raison pour essayer de justifier cette grande diversion. Ils profitent de cette loi pour prendre leur revanche sur les étudiants qui ont osé les défier en 2012. Les étudiants ont frappé fort contre la corruption véritable qui existe dans la privatisation de l'éducation et la construction des institutions d'enseignement et le gouvernement s'est vengé en donnant une nouvelle définition pitoyable de ce que sont les droits de minorité. Selon cette définition, ceux qui luttent pour défendre le droit public à l'éducation sont une minorité qui prive par ses actions la majorité de la jouissance de ses droits. Les libéraux grattent le fond du

baril quand ils proclament que les associations étudiantes ne sont pas des personnes légales et ne sont donc pas représentatives des organisations étudiantes même si leurs dirigeants sont élus. Le mobile de la revanche se voit très clairement au fait que chaque fois qu'ils interviennent sur la Loi 62 à l'Assemblée nationale, les députés libéraux ne manquent pas de dire que les clauses sur les pièces de vêtement qui couvrent le visage et sont visées par la Loi vont aussi s'appliquer à ceux qui portent des masques dans les manifestations, comme cela s'est produit dans ce vaste mouvement du printemps 2012 contre la hausse des frais de scolarité du gouvernement libéral. L'administration municipale libérale de Montréal a tenté de criminaliser le port de pièces de vêtement par les étudiants qui couvrent le visage au moyen du règlement P-6. Cependant, en juin 2016, la Cour supérieure du Québec a rejeté le règlement P-6 comme étant anticonstitutionnel.



La criminalisation des étudiants, qu'on a blâmés pour tous les problèmes de l'éducation et qu'on a aussi accusés d'être une menace à la sécurité publique, a servi à détourner l'attention du fait que l'argent pour financer l'éducation existe mais qu'il est utilisé pour payer les riches. Il est volé au moyen des arrangements privés corrompus que le gouvernement fait avec ses amis de l'industrie de la construction et d'autres secteurs pour qui la livraison des services est une façon d'amasser un gain privé.

On accuse toujours une section de la population d'opprimer les autres et de les priver de leurs droits. Mais les arguments qui revendiquent la défense des droits ne peuvent pas être des arguments légitimes s'ils servent à couvrir le rôle de l'État, la question de qui contrôle le pouvoir

décisionnel, et les stratagèmes des gouvernements pour payer les riches et priver le peuple de ce qui lui appartient de droit.

Tout cela nous ramène à la Commission Bouchard-Taylor dont le mandat était d'étudier la « cause du malaise » qui existe au Québec à cause des tensions présumées entre les Québécois « d'origine canadienne française » et ceux « issus de l'immigration ». Le gouvernement Couillard est un ardent promoteur de cette ligne raciste antipeuple et il en a été de même des gouvernements Marois et Charest avant lui, même si les libéraux de Philippe Couillard ont déclaré suite à leur victoire aux élections de 2014 que la « diversité » venait de l'emporter sur la « désunion ».

L'objectif poursuivi est de détourner l'attention des problèmes de l'économie et de la société tels qu'ils se présentent au XXI^e siècle. Le désir de résoudre quelque problème que ce soit est absolument absent, seul subsiste le désir de trouver des façons toujours plus retorses de payer les riches. Dans le contexte des élections qui auront lieu au Québec en 2018, il est clair que le peuple doit trouver la façon de formuler ses propres demandes afin de ne pas se faire prendre dans le piège de s'aligner sur l'un ou l'autre des « points de vue opposés » sur les questions diversionnaires. C'est là la façon principale par laquelle les riches et leurs représentants dépolitisent et marginalisent le peuple pour faire en sorte qu'il ne soit pas capable de servir sa cause en mettant de l'avant ses propres demandes et en affirmant les droits de tous.

L'élite dominante a recours à la diversion, comme celle qui dit qu'il existe un problème de neutralité religieuse de l'État et de division parmi le peuple, dans le but de diviser le peuple, de créer des incidents pour lesquels on va blâmer le peuple afin de justifier le déploiement des

pouvoirs de police et de briser tout effort de créer un mouvement politique qui investit le peuple du pouvoir. Le simple fait que les libéraux ont présenté un amendement pour étendre la portée de la Loi 62 aux transports publics, en tant qu'espace où la livraison et la réception des services publics doit se faire à visage découvert, montre qu'il s'agit d'une politique qui vise délibérément à provoquer des conflits et des prétendus malaises pour empêcher le peuple de s'unir pour de nouveaux arrangements qui défendent les droits de tous et permettent de régler les problèmes économiques et politiques.

Cette tentative de masquer les problèmes et de détourner l'attention des obstacles auxquels se heurte l'affirmation des droits au Québec et au Canada va échouer parce que la lutte pour investir le peuple du pouvoir prend la forme de la défense des droits de tous. L'adoption de cette loi par l'Assemblée nationale ne fait qu'apporter la honte à tous les partis de l'Assemblée nationale. Ce sera vraiment une victoire à la Pyrrhus.

Note

1. L'Église catholique a refusé de donner un enterrement ecclésiastique à l'imprimeur montréalais Joseph Guibord quand celui-ci est mort en 1869. Il avait été excommunié parce qu'il était membre de l'Institut canadien de Montréal qui faisait la promotion d'ouvrages mis à l'index par l'Église, notamment les ouvrages des encyclopédistes français comme Diderot et Voltaire. Sous l'autorité de l'évêque de Montréal Ignace Bourget, qui agissait de concert avec la papauté à Rome sous le pape Pie-IX, l'interdiction de l'enterrement faisait partie de l'effort de la caste ecclésiastique pour devenir l'autorité dans les affaires temporelles aussi bien que dans celles de l'Église. Le 21 novembre 1874, le Comité judiciaire du Conseil privé a statué que Guibord devait être enterré dans le cimetière de Côte-des-Neiges, que l'Église soit d'accord ou pas. Ce jugement a mis fin à la prétention de l'Église au statut d'autorité suprême au Québec en matière d'affaires temporelles.



La Loi 62 est irrationnelle et doit être abrogée

- Georges Côté -

Le 18 octobre, le gouvernement libéral de Philippe Couillard a adopté par un vote de 66 contre 51, aucune abstention, la Loi 62, *Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements pour un motif religieux dans certains organismes*. Le projet de loi avait été déposé en juin 2015 par la ministre de la Justice Stéphanie Vallée pour qui la mesure « s'inscrit dans cette volonté de mettre les bases d'un vivre-ensemble nécessaires au Québec ». Les gouvernements qui se sont succédés au Québec s'acharnent depuis dix ans sinon plus sur ce « vivre-ensemble ». Avant que le projet de loi ne soit adoptée, il y a eu huit sessions d'audiences particulières et huit rencontres en commission de la Commission des institutions.



Lorsque les libéraux sont revenus au pouvoir en 2014, leur nouveau chef Philippe Couillard avait

déclaré que c'était « la victoire de la diversité sur la division ». C'était une référence au projet de Charte des valeurs du Parti québécois, déposé à l'Assemblée nationale à la fin de 2013 et considéré par plusieurs comme une des raisons principales de la défaite du gouvernement du Parti québécois à l'élection de 2014. Un an plus tard le gouvernement libéral a déposé son projet de loi 62 et il jongle avec depuis. Cette obsession à vouloir instituer une charte des valeurs ou des lois qui codifient ce qu'on appelle les « accommodements raisonnables » et comment les gens s'habillent, se comportent et expriment leurs croyances incite les passions et sert à diviser et à détourner l'attention de la demande d'une nouvelle direction pour l'économie et de solutions aux problèmes graves auxquels le Québec est confronté à cause de l'offensive antisociale lancée pour payer les riches.

En 2007-2008, le gouvernement libéral de Jean Charest a établi la Commission Bouchard-Taylor pour enquêter sur ce qu'on a appelé un « malaise » ou des « tensions » entre les Québécois issus de l'immigration et ceux d'origine canadienne-française -- une régurgitation de la vieille manoeuvre coloniale britannique de diviser pour régner. Elle a été utilisée à l'époque pour bloquer la naissance d'une nation québécoise formée de tous ceux qui habitent son territoire en déclarant qu'il existait « deux races » (anglaise et française) qui se vouaient « une haine mortelle ». C'était précisément à l'époque où des gens de différentes nationalités, langues et religions s'étaient unis dans les rébellions de 1837-1839 contre le pouvoir colonial britannique pour prendre le contrôle de leur vie. De même aujourd'hui, des « tensions » et des « malaises » sont créés pour enlever l'initiative au peuple.

Lorsqu'il est arrivé au pouvoir, le gouvernement de Philippe Couillard a également mandaté la Commission des droits de la personne et de la jeunesse du Québec de tenir des consultations sur « la discrimination et le racisme systémiques au Québec », mais en octobre dernier il a annoncé l'annulation de ces audiences en raison de la crise que cela a provoqué au sein de la Commission. Il a annoncé qu'il lancera plutôt un « forum sur la valorisation de la diversité et la lutte contre la discrimination », dont les détails ne sont pas encore connus.

La Loi 62

La Loi 62 est présentée selon la vision du monde libérale d'un équilibre entre les droits et libertés reconnus par la *Charte des droits et libertés de la personne* et les limites imposées par la cohésion sociale ou le « vivre ensemble » notamment ce que la Loi appelle le besoin de communications entre les personnes, le besoin d'identification et le besoin de sécurité.

Le préambule affirme « que l'État québécois et ses institutions sont notamment fondés sur les principes de la primauté du droit, de la séparation de l'État et des institutions religieuses et de la neutralité religieuse de l'État ». Le préambule affirme aussi que la Charte reconnaît les libertés fondamentales comme la liberté de conscience, de religion et d'expression, et les valeurs comme l'égalité entre les hommes et les femmes, et il ajoute que « les droits et libertés de la personne sont inséparables des droits et libertés d'autrui et du bien-être général ». Le préambule indique que la neutralité religieuse est nécessaire pour assurer à tous un traitement sans discrimination sur la base de la religion. Il vise ouvertement le comportement des membres du personnel des services publics qui sont une cible spécifique de cette loi.

Nulle part dans les délibérations sur le projet de loi, que ce soit en étude, en comité ou en session de l'Assemblée nationale, il n'est donné d'exemple de discrimination qui aurait été commise de la part du personnel des services publics sur la base de l'appartenance ou non à la religion. Aucun fait n'est donné qui montrerait que ce problème existe. En plus, on ne dit nulle part pourquoi il faut une loi pour régir de telles situations si celles-ci venaient à se produire. Les services publics sont déjà dotés de codes de déontologie qui peuvent être invoqués dans les cas de discrimination. Il y a aussi

la Commission des droits de la personne qui peut être interpellée, les travailleurs ont des syndicats, etc. La Loi introduit un problème sans montrer qu'il existe afin de justifier le recours aux pouvoirs arbitraires de l'État pour intervenir contre les employés et le personnel en général des services publics et contre les organismes eux-mêmes au nom de la non-discrimination.

Les services publics à visage découvert

La Loi dit simplement ceci au sujet des services publics à visage découvert : « Un membre du personnel d'un organisme doit exercer ses fonctions à visage découvert ; de même, une personne à qui est fourni ou se présente pour recevoir un service par un membre du personnel d'un organisme visé par le présent chapitre doit avoir le visage découvert lors de la prestation du service. »

Autant le texte est laconique, autant la discussion à ce sujet dans les différentes instances du pouvoir a été longue et alambiquée. Et encore une fois, aucune donnée n'est présentée sur le phénomène de la prestation ou de la réception de services publics à visage couvert ni sur en quoi cela constitue un problème pour la société québécoise si le phénomène existe. Pourquoi faut-il une loi sur cette question alors que les différents services publics ont des normes qui régissent des choses comme le vêtement ? Il est difficile d'imaginer qu'une personne renouvelle son permis de conduire ou sa carte d'assurance-maladie, ce qui exige une photo, sans dévoiler son visage.

Tout cela montre que le but de la Loi n'est pas d'assurer le bon fonctionnement des services publics, quoi qu'en disent la loi et les représentants du gouvernement Couillard. Si c'était le cas, le gouvernement ne s'acharnerait pas à détruire ces services par ses coupures et la privatisation selon son credo néolibéral.

Selon la Loi, les mesures concernant le visage découvert dans les services publics ont pour but « de s'assurer de la qualité des communications entre les personnes, de permettre la vérification de l'identité de celles-ci ou pour des fins de sécurité ».

Prenons un exemple. Le 15 août dernier, la ministre Vallée a fait adopter des amendements qui entre autres étendent l'application de la loi aux transports publics.

Voici ce qu'elle a dit à ce sujet le 4 octobre à l'Assemblée nationale lors du débat sur le rapport de la Commission des institutions :

« [C]ette consécration de l'obligation d'avoir le visage découvert dans notre société est pour moi tout à fait logique, s'inscrit dans justement ces valeurs que sont le vivre-ensemble, cette importance d'assurer une qualité dans nos communications... : Puis on n'a qu'à voir... Tout récemment encore, l'histoire nous a démontré à quel point il y avait un inconfort lorsque des gens se cachaient volontairement le visage. Rappelons-nous, le 20 août dernier (*la manifestation à Québec pour appuyer l'accueil des réfugiés haïtiens suite aux mesures régressives de Trump aux États-Unis -- NDLR*) les échanges qui ont eu... les incidents qui ont eu lieu ici, tout près, à Québec, où on voyait les gens le capuchon par-dessus la tête, les verres fumés, portant un foulard devant le visage, obstruant complètement qui ils étaient. Ce n'est pas un signal d'intégration à la société, au contraire. Et cette réalité-là... Certains de ces gens-là ont utilisé les transports publics, et ça a suscité des craintes. Alors, l'obligation d'avoir le visage découvert est tout simplement une obligation qui s'inscrit dans le cadre du vivre-ensemble et qui est tout à fait légitime. »

En plus d'exposer une conception du monde raciste très inquiétante, la ministre ne laisse pas de doute quant à l'intention de la loi : déclarer n'importe quoi une prestation et réception des services publics et y faire jouer le critère de « communications, identification et sécurité ». Ce sont les pouvoirs de police qui vont décider quand et dans quelles conditions ces critères s'appliquent, quand « des craintes sont suscitées » parmi le public.

Dans le cas des jeunes qui portent des masques lors de manifestations, le fait bien connu qu'ils le font pour se protéger contre la criminalisation et la répression des organes de répression de l'État est passé sous silence, au nom du « vivre ensemble ».

En étendant l'application de la loi dans les transports publics, le gouvernement a montré qu'il cherche à semer le maximum de troubles en imposant l'arbitraire en toute matière, dans l'espoir que cela empêche les gens de s'unir dans la défense de leurs droits et des droits de tous.

Confronté à l'accusation que le gouvernement cherche à criminaliser l'utilisation de l'espace public, le gouvernement a inventé les concepts d'« interaction » et de « prolongement de l'espace public ». Les interdictions de la Loi 62 ne s'appliqueraient que dans les cas d'interaction d'une personne en autorité dans un service public avec une personne qui reçoit un service public. Lorsque la personne évolue dans le « prolongement de l'espace public », l'interdiction ne s'applique pas. À ce sujet, la ministre a dit ceci en conférence de presse le 24 octobre :

« Prenons l'exemple du transport en commun... Pour atteindre l'objectif d'identification, un employé d'une société de transport peut demander à une personne de se découvrir le visage pour vérifier la validité de son titre de transport si le titre du transport est accompagné d'une photo. On le sait, dans la grande majorité des cas, les titres de transport sont magnétiques sans photo. Prenons l'exemple de la carte OPUS à Montréal. Par contre, toujours à Montréal, certains titres de transport, par exemple, les titres de transport à caractère privilégié, sont munis d'une photo et l'identification est requise déjà par entrée de jeu, par le Service de transport de Montréal (STM). Donc cette interaction qui est la vérification de l'identité peut être requise et évidemment se faire à visage découvert. Toutefois, une fois qu'on a pris place dans l'autobus ou le métro, on évolue dans le prolongement de l'espace public. La Loi n'entend pas régir le prolongement de l'espace public. »

Ou cet exemple, dans les bibliothèques :

« À la bibliothèque, à des fins d'identification et de communication, une personne qui se présente dans une bibliothèque publique doit avoir le visage découvert lors des interactions avec un employé ou une employée de la bibliothèque. Une telle exigence n'est pas requise lorsqu'on circule dans les allées de la bibliothèque, lorsqu'on consulte un document. »

Le simple fait que des personnes en position de pouvoir envisagent de telles situations tout en disant ne pas vouloir criminaliser l'utilisation de l'espace public montre que c'est bien ce qu'elles ont en tête. Ce prolongement de l'espace public, qui soi-disant est à l'abri des obligations et interdictions de la Loi, cesse lorsqu'une personne d'autorité interagit avec la personne pour des motifs de « communications, d'identification et de sécurité ». Cela veut dire que des jeunes qui sont attroupés dans un parc et qui ont le visage couvert cessent d'appartenir au prolongement de l'espace public si une personne en position d'autorité décide d'interagir avec eux parce qu'il interprète leur habillement comme un problème de sécurité ou de communication, qui « suscite des craintes » parmi les gens. Même chose en ce qui concerne les femmes musulmanes qui auraient le visage voilé. La différence est interprétée comme une justification de créer des conflits et de déployer les pouvoirs de police contre le peuple.

Les services à la petite enfance

Tout un chapitre de la loi est consacré aux services de garde éducatifs à la petite enfance. Ici, à l'interdiction de fournir et de recevoir des services à visage découvert s'ajoute une série d'obligations. Il s'agit d'assurer « que l'admission des enfants n'est pas liée à l'apprentissage d'une croyance, d'un dogme ou de la pratique d'une religion spécifique ; que les activités et les échanges éducatifs n'ont pas pour objectif un tel apprentissage. »

Reprenant l'affirmation que l'État a l'obligation de promouvoir la neutralité religieuse, cette partie de la Loi reprend presque mot pour mot la Charte des valeurs du Parti québécois qui avait aussi ajouté l'interdiction du port du voile dans ces services. La Loi 62 et les délibérations à son sujet dans les instances du pouvoir sont marquées par l'affirmation que le rôle de l'État comme garant des droits et libertés est menacé ou troublé par le pouvoir de l'institution religieuse et de la croyance religieuse. On n'observe pas au Québec ni au Canada de retour du pouvoir religieux dans l'État. Il y a par contre amplement d'indications de l'usurpation directe du pouvoir de l'État par les monopoles et oligopoles privés et leurs institutions supranationales, et c'est là un sujet d'inquiétude légitime et réelle pour les travailleurs et le peuple. Pourtant les partis qui forment un cartel à l'Assemblée nationale ne font pas d'agitation à cet égard, ils ne demandent pas que l'État cesse de représenter ces intérêts privés dans ses rapports avec la population et son bien-être.

Le fait même d'adopter des lois et d'autres mesures pour « régler » les différends dans la population par le moyen de pouvoirs de police arbitraires montre que c'est l'agissement d'une autorité qui refuse de s'attaquer aux problèmes de la société et de l'économie qui sont à la base des divisions et de l'insécurité parmi les différentes sections de la population.



Les « principes » et les « paramètres » que le gouvernement libéral et l'Assemblée nationale cherchent à enchâsser dans la Loi sont en fait l'acceptation, sous forme de « valeurs », de l'islamophobie qui accompagne les guerres d'agression et de changement de régime menées par les États-Unis et auxquelles le Canada participe. Ces « principes » et « paramètres » établissent les termes d'une gestion et d'une criminalisation du comportement par l'État. On s'en prend hypocritement aux codes vestimentaires, aux comportements et aux croyances des individus pour dire que notre sécurité à tous est non pas dans la défense des droits de tous, mais dans le contrôle des comportements, des codes vestimentaires et des croyances. On ne parviendra jamais à créer un « vivre-ensemble » qui apporte la sécurité et la paix pour tous de cette façon. C'est évident. Au contraire, la persistance de l'élite dominante à vouloir « régler » ces questions par les pouvoirs de police mène la société à une crise après l'autre et cela doit cesser.

La Loi 62 est irrationnelle et crée toutes sortes de problèmes pour le peuple. Elle doit être abrogée. C'est un rappel aux travailleurs et à tous les Québécois et Québécoises que le gouvernement libéral et l'Assemblée nationale sont en conflit avec les demandes de la société, avec le besoin de résoudre le problème de bâtir un Québec moderne qui relève le défi d'harmoniser les intérêts individuels avec les intérêts collectifs et tous ces intérêts avec l'intérêt général de la société. Il n'y a absolument aucune chance que cette approche irresponsable et intéressée des libéraux et leur prétention de défendre les droits comme des abstractions mènent à la résolution des problèmes de la société d'aujourd'hui. Ce qu'il faut, c'est fermement défendre les droits de tous et donner une nouvelle direction à l'économie, aux affaires politiques, sociales, et aux autres affaires de la société.



Le gouvernement Trudeau adopte la Loi sur la modernisation des transports

Les travailleurs rejettent cette atteinte à leur dignité et à leurs droits



Le 1er novembre, le projet de loi C-49 du gouvernement Trudeau, *Loi apportant des modifications à la Loi sur les transports au Canada et à d'autres lois concernant les transports ainsi que des modifications connexes et corrélatives à d'autres lois*, a été adopté à la Chambre des communes. La Loi, qui est demeurée essentiellement inchangée par rapport au projet de loi présenté le 16 mai, a maintenant été envoyée au Sénat pour adoption.

Elle comprend l'augmentation de 29 % à 49 % du pourcentage autorisé de propriété étrangère des lignes aériennes canadiennes. Elle prévoit aussi la possibilité pour un investisseur unique de détenir jusqu'à 25 % des intérêts votants d'un transporteur canadien et la possibilité pour un transporteur international de détenir jusqu'à 25 % d'un transporteur canadien.

La Loi comprend la création d'un nouveau mécanisme appelé Interconnexion de longue distance (ILD) que plusieurs ont dénoncé comme étant la poursuite de l'annexion de l'économie canadienne aux États-Unis. L'ILD permet aux expéditeurs de marchandises qui sont présentement captifs d'un seul transporteur ferroviaire dans leur région d'utiliser un autre transporteur pour effectuer la plus longue partie du trajet, à partir d'un point d'échange reconnu. Jusqu'à l'adoption du projet de loi, le point d'échange où se fait l'interconnexion devait être à une distance maximum de 160 km du point d'origine. La loi C-59 établit maintenant cette distance maximum à 1200 km, ce qui place l'interconnexion dans l'orbite des monopoles ferroviaires qui opèrent surtout aux États-Unis et augmente leur accès au réseau de chemins de fer canadien.



La Loi C-59 maintient aussi de façon intégrale la section qui oblige les sociétés ferroviaires à installer les enregistreurs audio-vidéo dans les locomotives et donne aux sociétés ferroviaires accès au contenu des enregistrements. Cette section a été maintenue en dépit de la ferme opposition des travailleurs ferroviaires qui la dénoncent comme une atteinte à leur dignité et à leur vie privée. Ils

la considèrent comme une arme de plus qui est donnée aux monopoles ferroviaires pour espionner et prendre toutes sortes de mesures disciplinaires arbitraires contre eux et contre leur résistance à la défense de leurs droits. Ces enregistreurs, qui captent les conversations privées des travailleurs pendant leur long parcours, sont une autre atteinte à leur capacité de faire leur travail l'esprit tranquille et à leur sécurité, dont dépend la sécurité des chemins de fer et du public.

Le gouvernement Trudeau a maintenu tout au long du processus son mantra néolibéral, à savoir que cette loi de déréglementation, de privatisation et d'attaques contre les travailleurs représente la « modernisation » des systèmes de transport pour les rendre plus concurrentiels. Il a maintenu aussi son mantra néolibéral de l'équilibre entre, d'une part, la compétitivité des sociétés ferroviaires et leur objectif du profit maximum et, d'autre part, la sécurité des travailleurs et du public. Il semble que les préoccupations des travailleurs en ce qui a trait à leur vie privée doivent être abordées dans l'optique des droits des employés et non dans celle des travailleurs. Cela n'a rien à voir avec la recherche d'un équilibre. C'est dictatorial et arbitraire.



Les travailleurs du rail rejettent cette fraude d'un équilibre qui attaque leurs droits. Le directeur législatif de la Conférence ferroviaire de Teamsters Canada, Don Ashley, a dit ceci à *Forum ouvrier* : « Les libéraux ont simplement défait par vote tous les amendements qui ont été proposés pour restreindre la portée de l'utilisation des enregistreurs. Il n'y a aucune mesure de protection des travailleurs dans la Loi et c'est la réglementation qui va être chargée de décider comment cette section de la Loi va être appliquée. Nous savons cependant que les bureaucrates qui font les réglementations favorisent les sociétés ferroviaires encore plus que les gouvernements. Nous n'avons aucune confiance qu'une quelconque réglementation va protéger nos droits. Le fait est que Transport Canada n'est pas favorable aux syndicats. Ils n'ont pas encore émis les règlements, alors comment peuvent-ils nous dire qu'ils vont atténuer la portée de la Loi ? »

Les travailleurs ferroviaires organisés dans la Conférence ferroviaire des Teamsters et dans Unifor se sont engagés à poursuivre cette lutte à la défense des droits des travailleurs et de la sécurité du public et ils appellent tous les travailleurs à les joindre. Ils font appel aux sénateurs de s'opposer à ce que les sociétés ferroviaires aient accès au contenu des enregistrements et ils entendent intervenir en cour contre cette section de la Loi.

La section ferroviaire d'Unifor a lancé une pétition à l'intention des sénateurs leur demandant d'éliminer toute exigence relative aux enregistreurs audio-vidéo à bord des locomotives. La pétition indique que cette section de la Loi viole le droit à la vie privée des travailleurs ferroviaires et va augmenter le niveau de stress des travailleurs sous surveillance, ce qui pourrait réduire la sécurité. Elle soulève que la technologie va vraisemblablement être utilisée par les sociétés ferroviaires comme outil disciplinaire. Elle soulève aussi qu'il n'y a eu aucune discussion et aucun plan sur comment le Bureau de la sécurité des transports va maintenir l'intégrité des données recueillies par les enregistreurs lorsque les trains vont pénétrer en territoire américain. Elle explique enfin que la Loi C-49 va ouvrir la porte à d'autres employeurs du secteur des transports pour espionner eux aussi leurs travailleurs et pour que les violations du droit à la vie privée deviennent une norme sanctionnée par le gouvernement.



Opposition au chantage des monopoles

Destruction nationale dans le nord du Manitoba

Des événements de plus en plus troublants se produisent à Churchill et dans tout le nord du Manitoba. La compagnie ferroviaire américaine Omnitrax refuse de réparer la ligne de chemin de fer endommagée qui relie les municipalités de Gilliam à Churchill, isolant le Nord et endommageant l'économie. De plus, le port de Churchill dont Omnitrax est responsable, est fermé depuis l'été 2016. Les gens du nord du Manitoba dénoncent cette situation où une entreprise privée étrangère peut causer la dévastation et des souffrances à leur vie. Ils exigent que les gouvernements fédéral et provinciaux assument leur responsabilité sociale et organisent la réparation immédiate de la ligne de chemin de fer, la réouverture du port de Churchill et obligent Omnitrax à rendre des comptes de ses responsabilités.[1]

Avec une arrogance insupportable, Omnitrax a informé le 1er novembre la municipalité de Churchill que la compagnie va augmenter de plus de 30 % le prix du carburant qui est amené par navire à la communauté assiégée, même si la nécessité d'apporter du carburant par navire est le résultat direct de son refus de réparer la ligne de chemin de fer. Le prix du carburant à la pompe devrait passer d'environ 1,70 \$ le litre à plus de 2 \$.

La ligne ferroviaire principale de la Hudson Bay Railway Company (HBRC), qu'Omnitrax possède et contrôle, va de Le Pas à Churchill. La partie la plus septentrionale de la ligne a été gravement endommagée par les inondations printanières et ni Omnitrax ni aucun organisme gouvernemental n'a mobilisé de travailleurs et de ressources pour réparer la ligne. Aggravant encore la situation, Omnitrax a informé les municipalités du nord du



Manitoba desservies par les lignes ferroviaires encore en service de HBRC que les livraisons de carburant vont être réduites. La réduction des livraisons de carburant par chemin de fer va augmenter le nombre de camions-citernes sur les autoroutes de la région, ce qui constitue un important problème de sécurité, surtout en hiver.

Les attaques d'Omnitrax se sont étendues à ses effectifs de travailleurs au Manitoba avec l'annonce de licenciements du personnel ferroviaire dans les opérations, l'entretien et les bureaux locaux de l'entreprise, et le déplacement des équipements vers le sud, peut-être aux États-Unis. Les propriétaires d'Omnitrax ne nient pas ces faits et disent qu'ils agissent ainsi pour « limiter leurs pertes » face à une ligne de chemin de fer et un port qu'ils déclarent économiquement non viables. Plusieurs voient cela comme des préparatifs d'Omnitrax pour déménager tous ses équipements et ses biens hors de la province et abandonner complètement ses responsabilités.

Pour leur part, les gouvernements Trudeau et du Manitoba ont nié toute responsabilité sociale face au démantèlement et à la destruction qu'impose Omnitrax et ont refusé de prendre des mesures décisives pour défendre les gens. Les appels sont de plus en plus insistants pour que les deux gouvernements saisissent les actifs d'Omnitrax, retirent à l'entreprise l'exploitation de la ligne et du port, mobilisent les ressources publiques pour réparer immédiatement la ligne ferroviaire et redémarrent les opérations, rouvrent le port et poursuivent Omnitrax pour dommages.

Au lieu de prendre des mesures pour changer la situation, tout ce qu'a fait le gouvernement Trudeau a été de proférer des menaces de poursuites et d'enquêtes judiciaires, alors qu'Omnitrax continue de ruiner l'économie, de s'ingérer dans la vie des gens en toute impunité et de les empêcher d'avoir leur mot à dire et le contrôle nécessaire pour résoudre les problèmes.

Les gens réclament de l'action et non des poursuites judiciaires, comme la menace de Trudeau le mois dernier de poursuivre Omnitrax pour 18,8 millions \$ si elle ne réparait pas la voie ferrée d'ici le 12 novembre. M. Trudeau, aucune réparation n'a commencé et votre date limite est déjà dépassée. Ce ne sont pas les poursuites en justice qui font rouler les wagons, ceux-ci ont besoin de voie ferrée pour rouler. Qu'est-ce que Trudeau a l'intention de faire maintenant ? Où s'en va-t-il avec tout ça ?



Le montant de 18,8 millions \$ fait référence au montant du même ordre que le gouvernement fédéral a versé à Omnitrax en 2008 pour que celui-ci répare, modernise et entretienne sa voie ferrée dans le nord du Manitoba, qui est la seule liaison terrestre avec la communauté subarctique de Churchill sur la côte de la baie d'Hudson. Le gouvernement manitobain a lui aussi versé à Omnitrax d'énormes quantités de fonds publics. Le propriétaire américain était censé rendre la pareille avec un niveau d'investissement similaire pour améliorer la ligne, mais il ne l'a jamais fait.

Comme un disque usé, Omnitrax répond à toutes les menaces légales en refusant de réparer la ligne de chemin de fer et d'exploiter correctement le chemin de fer et le port sans que l'État

continue de garantir le profit maximum à ses propriétaires américains. Omnitrax prévient également qu'il n'entend pas vendre ses actifs et ses « droits » au Manitoba sans que l'État ne mette l'argent pour qu'Omnitrax obtienne le prix qu'il veut. Selon Omnitrax, il n'y a aucune responsabilité

sociale rattachée à sa propriété de cette infrastructure vitale et l'État n'a pas le droit de s'ingérer dans ses droits de propriété sans le payer chèrement. Il a acheté le service ferroviaire et le port dans le nord du Manitoba il y a quelques années de cela parce qu'il croyait que ces services publics allaient lui permettre de réaliser un beau bénéfice, mais maintenant il a décidé que cette infrastructure est « non viable économiquement » et veut être compensé pour la baisse du taux de rendement sur son investissement.

Les gens demandent au gouvernement de faire éclater la bulle d'arrogance impérialiste d'Omnitrax ! Ils demandent à l'État de prendre possession de la voie ferrée, du port et des autres actifs d'Omnitrax au Manitoba. Ils demandent au gouvernement d'établir une entreprise d'État pour gérer les infrastructures ferroviaires et portuaires vitales dans le nord du Manitoba, en collaboration avec les gens qui vivent et travaillent dans la région. Ils demandent à avoir un contrôle sur ces infrastructures. Les gouvernements fédéral et provincial devraient remettre tous les actifs disponibles d'Omnitrax à cette entreprise d'État et mettre à sa disposition les ressources humaines, matérielles et les équipements supplémentaires nécessaires pour réparer la ligne ferroviaire endommagée et exploiter le chemin de fer et le port de Churchill selon les demandes exprimées par les gens et selon leurs besoins.

Note

1. Dans des développements récents concernant Omnitrax, on a rapporté le 16 novembre que la firme d'investissement basée à Toronto Fairfax Financial Holdings va se joindre à deux groupes d'acheteurs du Manitoba pour tenter d'acquérir les actifs d'Omnitrax dans la province, dont la ligne ferroviaire et le port de Churchill. Le gouvernement fédéral et son négociateur, l'ancien greffier du Conseil privé, Wayne Wouters, ont élaboré une entente avec un consortium de deux groupes de propriétaires potentiels, One North et Missinippi Rail LP. Omnitrax a signé un protocole d'entente avec Missinippi Rail en juin dernier pour l'achat de la voie ferrée et du port pour 20 millions \$. One North s'est joint plus tard à Missinippi pour consolider l'offre d'achat des actifs d'Omnitrax au Manitoba.

Le 16 novembre, le ministre des Ressources naturelles, Jim Carr, également député de Winnipeg South, a dit dans un communiqué de presse que ce partenariat « déboucherait sur une approche commerciale durable se traduisant par une ligne ferroviaire sécuritaire et fiable ». Dans le même communiqué de presse, le président de Fairfax Paul Rivett a dit que le partenariat de sa compagnie « représente le bon modèle dans le cas de cet investissement ». Il a déclaré que Fairfax possède « une expérience approfondie en matière de projets d'infrastructure » ainsi que « l'expertise opérationnelle nécessaire pour exploiter des chemins de fer de courtes lignes en partenariat avec nos entités émettrices telles que AGT Foods. Du point de vue des affaires, il est indispensable que le plan soit viable et rentable à long terme. »

La Presse canadienne a rapporté que l'annonce de cette entente possible a été faite deux jours après qu'Omnitrax ait déposé une notification d'intention formelle pour soumettre une plainte en vertu de l'ALÉNA qui fait état d'un traitement inéquitable de la part du gouvernement canadien. La notification indique que la décision du gouvernement fédéral de mettre fin au monopole de la Commission canadienne du blé sur le blé et l'orge en 2012 a réduit dramatiquement les expéditions de grain par le corridor ferroviaire et le port de Churchill. Selon la notification, le marché ouvert a permis aux producteurs d'utiliser les chemins de fer du sud et les ports de propriété canadienne.

« L'Article 1102 de l'ALÉNA requiert que le Canada accorde aux investisseurs ou aux investissements des autres parties à l'ALÉNA un traitement qui n'est 'pas moins favorable' à ce qu'il s'accorde à lui-même », lit-on dans la notification de 22 pages d'Omnitrax.

« Par les actions qu'il a prises pour affaiblir la ligne ferroviaire et sa position de marché par rapport aux sociétés ferroviaires de propriété canadienne, le gouvernement du Canada a de facto exercé de la discrimination contre Omnitrax au bénéfice de ses concurrents canadiens. »

Les lecteurs du LML se rappelleront que le gouvernement Harper a imposé un plébiscite frauduleux aux fermiers au nom de leur permettre de « choisir » comment expédier et vendre leur grain, ce qui lui a servi à justifier sa loi qui a éliminé le monopole public de la Commission canadienne du blé au bénéfice des différents monopoles agricoles privés. Chose ironique, le président canadien d'Omnitrax, Merv Tweet, était un député conservateur d'arrière-banc quand le gouvernement a pris cette décision, fait remarquer la Presse canadienne.

Le 15 novembre, le gouvernement fédéral a répliqué en déposant sa propre poursuite judiciaire contre Omnitrax dans laquelle il allègue que le monopole « n'a pas respecté ses obligations conformément aux modalités de l'entente de contribution signée avec le gouvernement du Canada en 2008. Dans le cadre de cette entente, le gouvernement réservait des fonds de 20 millions de dollars pour la restauration de la ligne de chemin de fer entre Le Pas et le port de Churchill, au Manitoba. Transports Canada a payé, jusqu'à maintenant, 18,8 millions de dollars. » Alors que la poursuite judiciaire réclame le remboursement de l'argent versé, il ne semble pas selon les médias que le gouvernement demande réparation pour les torts qui ont été causés aux résidents du nord du Manitoba par l'abandon de la ligne ferroviaire par Omnitrax ou soulève les problèmes qui sont causés par les accords néolibéraux de libre-échange qui ne permettent pas au Canada de contrôler son infrastructure ou son économie.



Des gestes, pas des paroles pour renverser la destruction nationale

Une nouvelle direction et un nouvel objectif prosocial pour l'économie sont nécessaires.

Le 3 novembre, l'Office des transports du Canada (OTC) a informé Omnitrax qu'elle entreprenait une enquête formelle pour déterminer si sa filiale, la Hudson Bay Railway, a enfreint des sections de la *Loi sur les transports au Canada* relatives aux obligations et arrêts de services. Cette formalité enclenche un processus juridique qui commence par des plaidoiries. La compagnie et l'État, qui est le plaignant, soumettent des documents écrits pour donner leur version des choses.

Les médias citent un message courriel que leur a envoyé un représentant de l'OTC : « L'OTC va tenter de résoudre cette affaire dans les 85 jours ouvrables qui suivent la date de la lettre. » Autrement dit, d'ici le 28 février dans le meilleur des cas mais probablement beaucoup plus tard à condition bien sûr que l'enquête donne quelque chose. Ces paroles et ces manoeuvres juridiques



ne traitent pas du tout des problèmes brûlants que sont la voie ferrée endommagée qu'Omnitrac refuse de réparer et le Port de Churchill qu'il refuse de rouvrir. Les résidents demandent des gestes, pas des paroles et des enquêtes juridiques !

Le gouvernement Trudeau fait traîner les choses pendant que les gens demandent des actions immédiates par lesquelles Omnitrac le saccageur va être enlevé du chemin et ces instruments vitaux à la vie économique de la région vont être rétablis. Les travailleurs ferroviaires de la région font remarquer que lorsqu'il est temps d'invoquer les services essentiels, ce que sont certainement la voie ferrée et le port, les gouvernements n'ont aucune difficulté et ne tardent pas à convoquer le Parlement pour adopter une loi de retour au travail et briser une lutte des travailleurs pour leurs droits. Évidemment, ce qui constitue un « service essentiel » et une raison suffisante à l'intervention musclée des autorités est différent selon que l'enjeu favorise les travailleurs ou les impérialistes.

Les résidents du nord du Manitoba demandent que la vie économique et sociale à Churchill et dans la région soit revitalisée sur la base des besoins, d'une voix au chapitre et d'un contrôle locaux. Il existe à ce sujet un consortium formé principalement de Premières Nations et de municipalités qui a proposé d'acquérir le chemin de fer et le port d'Omnitrac. Cela pourrait servir de base à une entreprise d'État qui contrôle et exploite ces services d'utilité publique vitaux.

Le gouvernement Trudeau, en plus de faire traîner les choses et de refuser de briser l'impasse avec Omnitrac, écarte ces initiatives locales et dit plutôt favoriser des « solutions à long-terme » dans le contexte de son Cadre stratégique pour l'Arctique du Canada. Les gens lui répliquent que son cadre ne résout pas le problème dans l'ici et le maintenant. Les délais mettent à risque leur vie, leur bien-être et leur économie.



Le Cadre stratégique pour l'Arctique du Canada du gouvernement fédéral semble avoir comme objectif d'empêcher les communautés locales de prendre l'initiative et de bâtir leurs régions. Ce cadre passe par-dessus la tête des communautés et prévoit la construction de corridors de commerce dans le nord pour servir l'édification d'empire et les préparatifs de guerre impérialistes. Le cadre du gouvernement nie l'édification nationale et lui substitue le contrôle impérialiste et la privatisation, comme ce fut le cas avec Omnitrac, la déréglementation et la négation du droit du peuple à son mot décisif et à son contrôle des affaires qui le concernent directement.

Les gens font remarquer que les changements dans les arrangements de l'État qui ont été faits pour imposer la privatisation et la déréglementation depuis les années 1990 ont directement mené au désastre actuel où la population du nord se retrouve privée de ses moyens de production vitaux. L'usine à papier et l'infrastructure ferroviaire et portuaire crouissent sur place et ne peuvent être utilisés à cause d'un diktat impérialiste qui provient de quelque lieu lointain.

L'édification nationale au XXI^e siècle requiert une nouvelle direction de l'économie et un nouvel objectif qui sont au service du peuple et non des impérialistes. L'édification nationale ne peut pas se développer sans que des impérialistes comme Omnitrac soient privés de leur pouvoir de dicter

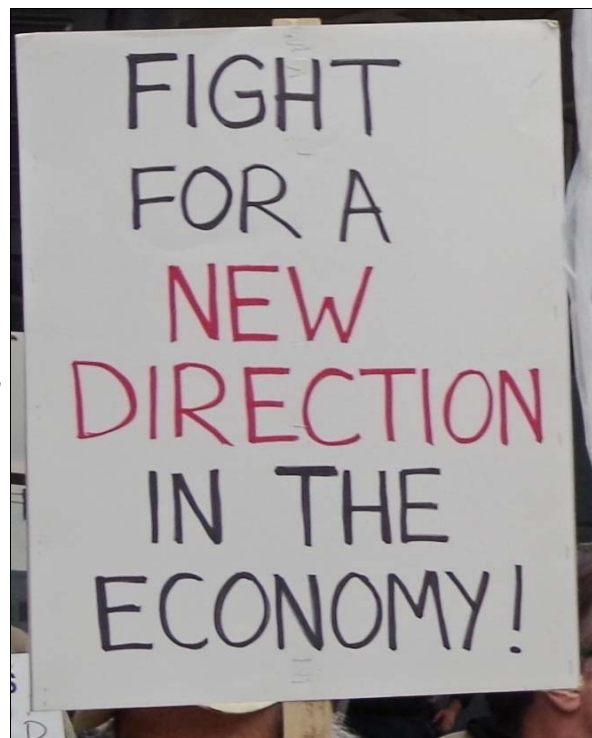
ses volontés au peuple et de régner sur lui et de le priver de son contrôle sur sa vie. Pour les gens du nord du Manitoba, l'édification nationale doit commencer tout de suite par des gestes et non des paroles. Elle commence par la reconstruction de leur infrastructure vitale et l'établissement de leur contrôle sur celle-ci afin qu'elle serve leurs besoins et non l'objectif et la demande de profit des impérialistes étrangers.



Les propriétaires américains menacent de fermer le Huron Central Raylway

Les travailleurs industriels du nord de l'Ontario et d'autres régions discutent de la nécessité d'une nouvelle direction de l'économie. La direction actuelle qui est sous le contrôle d'intérêts privés qui se font concurrence ne fonctionne pas. On utilise souvent le mot « dysfonctionnel » pour décrire cet état de choses. Les intérêts privés qui se font la concurrence ne sont pas prêts à permettre aux producteurs véritables et à d'autres gens directement affectés dans le nord de planifier leur économie de manière rationnelle avec l'objectif commun de développer dans son ensemble l'économie interreliée dans toutes ses facettes pour satisfaire le bien-être et la sécurité de la population et garantir la reproduction élargie de l'économie.

L'objectif d'assurer le profit privé à des secteurs de l'économie qui se font concurrence détruit l'économie et le tissu social de la région. Une économie moderne interconnectée de production industrielle de masse a besoin, pour réussir, de coopération, de planification de son ensemble et d'un objectif prosocial commun. Le complexe sidérurgique de propriété étrangère Algoma Steel à Sault-Sainte-Marie est maintenant sous la protection de la faillite en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC) pour la troisième fois en 20 ans et on n'en voit pas la fin même après trois ans. Maintenant, le Huron Central Railway menace de cesser ses activités s'il ne reçoit pas des fonds de l'État pour servir ses intérêts privés. Tout ceci est de la destruction nationale, pas de l'édification nationale.



Le Huron Central Railway appartient et est contrôlé par le monopole privé impérialiste américain Genesee & Wyoming (G&W).[1] Il menace de mettre fin à ses opérations si les gouvernements fédéral et de la province ne lui fournissent pas des fonds publics pour réparer et entretenir l'infrastructure de la voie ferrée. G&W loue la voie ferrée du Canadien Pacifique, qui n'entretient pas la voie. G&W prétend que le revenu qu'il touche du transport des biens industriels sur la distance de 292 kilomètres entre Sault-Sainte-Marie et Sudbury ne lui permet pas de réaliser son objectif de profit et de maintenir la voie ferroviaire sécuritaire et en bonne condition selon les normes fédérales. Selon G&W, le revenu qui est nécessaire au maintien de l'infrastructure opérationnelle draine de l'argent de son profit privé d'entreprise et les propriétaires américains ne sont pas prêts à accepter une baisse de leur taux de profit qu'ils considèrent leur droit de monopole.

La cessation des activités ferroviaires affecterait grandement l'économie liée à la voie ferrée dont les opérations de trois grandes industries : le complexe sidérurgique d'Algoma Steel à Sault-Sainte-Marie, l'usine de papier de Domtar à Espanola et la scierie Eacom de Nairn Centre. Ces trois compagnies représentent 88 % du trafic ferroviaire soit 12 000 wagons par année. Le Huron Central est considéré comme la seule option viable de transport pour ces activités et pour plusieurs autres le long de la voie ferrée. Cela fait déjà un bon moment que la compagnie a mis fin au transport de passagers.

Afin de réaliser son objectif de profit d'entreprise, G&W dit avoir besoin de millions de dollars par année de « financement de survie » de la part du Fonds national des corridors commerciaux du gouvernement fédéral et d'un montant équivalent du gouvernement de l'Ontario. S'il ne reçoit pas ces fonds de l'État pour payer les riches, le monopole menace de mettre fin à ses activités en 2018.

Ce n'est pas la première fois que G&W réclame des fonds et menace de fermer ses portes s'il ne reçoit pas les fonds de l'État. En 2009, la ville de Sault-Sainte-Marie et les gouvernements fédéral et de l'Ontario ont versé 33 millions \$ à G&W pour « améliorer les rails, les remplacer et moderniser les ponts ».



Selon la direction actuelle de l'économie sous le contrôle et l'objectif étroit des monopoles impérialistes, les combines pour payer les riches et les attaques aux réclamations des travailleurs sur la valeur qu'ils produisent par des instruments comme la LACC sont la norme. Les travailleurs industriels et les Canadiens en général remettent en question cette direction et son objectif du profit privé maximum qui endommagent l'économie, les vrais producteurs et d'autres sections de la population. Pour fonctionner de manière harmonieuse et sans crise, l'économie socialisée moderne de production industrielle de masse a besoin d'une coopération entre toutes ses composantes interconnectées et d'un objectif moderne qui favorise les travailleurs

et l'intérêt général de la société. La direction actuelle des interventions de l'État qui consiste à payer les riches pour maintenir et accroître les profits privés d'entreprise sous peine de liquidation inaugure rien de bon. Il en est de même des attaques contre la classe ouvrière par le biais de la LACC et d'autres instruments de l'État.

Soutirer de la valeur à l'économie pour servir et satisfaire l'objectif du profit privé ne fonctionne pas. Les manoeuvres pour payer les riches ; le vol de ce qui revient de droit aux travailleurs au moyen d'instruments de l'État comme la LACC et d'autres lois antiouvrières ; l'extorsion de concessions aux travailleurs sous la menace de fermeture et l'imposition de l'austérité antisociale de l'État au peuple et à la société par des coupures dans les programmes sociaux et les services publics constituent de la destruction nationale. Il faut donner à l'économie une nouvelle direction prosociale et un nouvel objectif prosocial pour servir le bien commun et l'édification nationale.

Note

1. Genese & Wyoming est une société de portefeuille américaine qui possède ou maintient des intérêts dans des entreprises ferroviaires de par le monde, notamment aux États-Unis, au Canada, au Mexique, en Bolivie, en Australie, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. En plus d'être propriétaire de Freightliner, G&W contrôle plus de 24 900 kilomètres de voie ferrée qui lui appartient ou est

louée, et 5 300 kilomètres en vertu d'arrangements additionnels d'accès aux voies ferrées. Il détient une participation de contrôle dans 122 entreprises ferroviaires de fret, directement ou par des filiales telle Genesee & Wyoming Canada Inc. qu'il a acquise en 1997. Sa filiale Rail Link Inc. fait de l'aiguillage industriel et offre des services logistiques à des clients dans 11 États américains et exploite 26 lignes ferroviaires secondaires qui desservent 10 ports importants.

La compagnie britannique Freightliner faisait originalement partie de British Rail. Privatisée en 1990, elle s'est finalement retrouvée sous le contrôle de G&W. Freightliner exploite des services ferroviaires de fret en Europe, en Asie de l'Ouest, en Afrique du Nord et en Australie.

Les quartiers généraux de G&W sont situés au Connecticut. Avant sa grande expansion par l'achat de Freightliner en 2015, la compagnie a touché un revenu brut de 1,639 milliard US \$ en 2014 et un profit d'entreprise de 261 millions US \$.

La compagnie reçoit chaque année des fonds publics par des combines pour payer les riches sur la plupart des territoires où elle exerce ses activités, officiellement pour réparer et remplacer la valeur fixe sur ses lignes de voie ferrée. Ces stratagèmes pour payer les riches augmentent ses profits d'entreprise annuels et lui permettent d'étendre son empire par la prise de contrôle d'autres entreprises et l'obtention de nouveaux contrats.

(Sources : Northern Ontario Business, myespanolanow.com, Wikipedia et les sites Web d'entreprises)



Le fauteur de guerre Trump en Asie

Des manifestants antiguerre en Corée du sud

- Philip Fernandez -



Une des nombreuses manifestations contre la visite de Trump en Corée le 4 novembre 2017

Les 7 et 8 novembre, le président américain Donald Trump s'est rendu en République de Corée

pour le Troisième sommet américano-sud-coréen dans le cadre d'une tournée asiatique de 11 jours comprenant des visites au Japon, en Chine, au Vietnam et aux Philippines. La visite de Trump en Corée du sud a été dénoncée par plus de 200 organisations qui réclament la paix sur la péninsule coréenne. Pour donner le coup d'envoi à leurs protestations, les groupes ont organisé le 4 novembre un « Rassemblement populaire, Pas de Trump, pas de guerre » devant l'ambassade des États-Unis à Séoul. Malgré ses tentatives, la police de Séoul a été incapable d'empêcher les manifestants de se rendre devant l'ambassade des États-Unis. Lors de leur conférence de presse conjointe, les organisateurs ont souligné : « Qui peut bien souhaiter la bienvenue à un dirigeant étranger qui parle de la possibilité d'inciter une guerre dans leur propre pays ? Nous devrions prendre la voie de la paix et non de la guerre. Nous devons protéger la paix dans notre pays ainsi que notre moyen de subsister ». Les manifestants ont exigé que les États-Unis mettent fin aux exercices militaires agressifs qui menacent la péninsule coréenne, cessent de faire pression et d'imposer des sanctions contre la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et retirent toutes les installations de boucliers antimissile de haute altitude du territoire coréen. Ils ont également exigé que les États-Unis arrêtent de forcer la Corée du sud à acheter des quantités de plus en plus importantes d'armes américaines.



Séoul, 5 novembre 2017

De nombreuses manifestations ont également appelé à l'abandon de l'accord de libre-échange États-Unis-Corée du Sud (KORUS) qui a permis la domination de l'économie sud-coréenne par les monopoles américains au détriment des moyens de subsistance et de l'avenir économique du peuple.

Même si les médias monopolisés au Canada et ailleurs ont peint de manière sensationnaliste les commentaires provocateurs et irresponsables de Trump contre la RPDC durant sa visite, il y a eu de leur part peu de commentaires sur la visite de Trump en Corée du sud, qui visait principalement à renforcer l'alliance agressive militaire américano-sud-coréenne. Pour accentuer ce point, des exercices militaires conjoints entre les États-Unis, la Corée du sud et le Japon se sont tenus avec la présence de trois porte-avions - l'USS *Ronald Reagan*, l'USS *Theodore Roosevelt* et l'USS *Nimitz* - pour coïncider avec la visite de Trump. Ces exercices de guerre se poursuivent avec des manoeuvres aériennes et navales près de la limite septentrionale de la ligne de partage, à la frontière maritime imposée par les États-Unis sur la mer de l'Ouest qui divise le nord et le sud de la Corée.

Il est important de noter que durant tous ces actes militaires agressifs et crimes contre la paix de la

part des États-Unis, de la République de Corée et du Japon, la RPDC a fait preuve de retenue et a appelé sobrement les États-Unis et leurs alliés à mettre fin à ces actes provocateurs en même temps qu'elle a pris des mesures défensives contre d'éventuelles attaques.



Des activistes obligent le convoi présidentiel de Trump à faire un détour à Séoul le 7 novembre.

Le président Moon s'est engagé à acheter des milliards de dollars de plus d'armes américaines, notamment des avions d'attaque F-35A, des chasseurs KF-16, des missiles balistiques Patriot PAC-3, des hélicoptères d'attaque Apache, des drones de haute altitude Global Hawk et des systèmes de combat Aegis. L'engagement de Moon à acheter plus d'armes dépasse l'engagement déjà pris sous le précédent gouvernement de Park Geun-hye d'augmenter les importations d'armes américaines de 215 milliards \$ entre 2016 et 2020. Le président Moon s'est engagé à augmenter les dépenses de défense de 7 % par année jusqu'en 2022. L'année prochaine, le budget de la défense augmentera de près de 40 milliards \$.



Deux députés de l'Assemblée nationale de Corée refusent d'applaudir le discours du fauteur de guerre américain le 8 novembre, alors que de grandes manifestations ont lieu à l'extérieur.

Tout cela n'augure rien de bon pour la paix sur la péninsule coréenne. Le renforcement de l'alliance militaire américano-sud-coréenne par l'intensification des exercices de guerre qui visent un changement de régime en RPDC, et par l'augmentation des achats d'armes américaines, par le renforcement de l'occupation militaire américaine en Corée du sud et par l'imposition continue du commandement militaire américain dans l'éventualité d'une guerre sur la péninsule coréenne, est un crime contre le peuple coréen et une violation de son droit de vivre en paix.

Les impérialistes américains ont été une malédiction pour le peuple coréen. Depuis la division unilatérale et forcée de la Corée par les États-Unis en 1945, le peuple coréen n'a pas eu un moment de paix. Il convient de noter que depuis la division de la Corée, les Coréens du nord et du sud ont travaillé sans relâche pour la paix sur la péninsule coréenne et pour la réunification de leur nation. La réception donnée à Donald Trump lors de sa récente visite en Corée montre au monde entier que le peuple coréen, malgré tous les obstacles mis devant lui depuis 1945, n'a pas abandonné son juste combat pour la paix, la réunification et l'autodétermination.

Il est vital que les Canadiens et les peuples épris de paix du monde entier intensifient leurs actions contre les dangers de guerre croissants que causent les États-Unis sur la péninsule coréenne sous prétexte que la RPDC serait une menace à la paix. En prenant position en faveur de la paix sur la péninsule coréenne, le peuple canadien aidera le peuple coréen dans sa juste lutte pour évincer les impérialistes américains de leur pays, et parvenir à la paix et à la réunification si ardemment désirées.



***Troupes américaines, hors de Corée !
États-Unis : signez un traité de paix avec la RPDC !
Non aux missiles THAAD en Corée du sud ! Ne touchez pas à la RPDC !***



(Sources: Hankyoreh, www.commondreams.org. Photos: Voice of the People, agences de nouvelles)



Déclaration conjointe d'associations internationales d'avocats



Séoul le 7 novembre

À l'occasion de la visite du président Trump au Japon et en Corée du Sud, nous exigeons que cesse l'escalade des menaces militaires entre les États-Unis et la RPDC.

Le 9 septembre 2017, lors de sa première présence aux Nations unies, le président Donald Trump a menacé de détruire complètement la Corée du Nord (*la République populaire démocratique de Corée — LML*), faisant preuve d'un mépris et d'une indifférence absolus envers tout ce qui a uni les peuples du monde en 1945 et les a menés à établir les Nations unies. Dans le préambule de la Charte, les peuples des Nations unies affirment :

Nous, peuples des Nations unies, résolus

- à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances,
- à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites,
- à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international,
- à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

ET À CES FINS

- à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage,
- à unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales,
- à accepter des principes et instituer des méthodes garantissant qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt commun,
- à recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples.

Dans la poursuite de ces objectifs, « Les Membres de l'Organisation règlent leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger. » Et « Les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations unies. »

La seule exception au recours à la force est en cas d'autodéfense contre une attaque armée perpétrée par un autre pays, et ce, jusqu'à ce que le Conseil de sécurité puisse intervenir pour restaurer la paix et la sécurité internationales.

Vis-à-vis la Corée, les États-Unis n'ont jamais respecté les termes de l'armistice de 1953. Cet armistice appelait les parties à se réunir afin de conclure un traité de paix formel, ce qui ne s'est jamais produit.

L'armistice appelait au retrait des troupes étrangères de la péninsule. Les troupes chinoises ont quitté en 1950. Les États-Unis ont toujours 28 500 soldats en Corée du Sud et celle-ci a construit la plus grande base américaine au monde sur l'île de Jeju.

En fait, contrairement aux engagements initiaux que la base ne servirait pas d'avant-poste stratégique à l'armée américaine, des navires de guerre entrent constamment dans les ports de la base navale de Gangjeong. Selon les termes de l'armistice, aucune nouvelle arme ne devait être introduite dans aucun des deux pays.

Les États-Unis ont placé des armes nucléaires en Corée du Sud et bien qu'elles aient été retirées plus tard, les États-Unis continuent de vendre des milliards de dollars d'armes à chaque année à la Corée du sud. Face à l'opposition des militants pour la paix et d'autres activistes en Corée du Sud, les États-Unis ont prôné l'établissement du système de missiles antibalistiques THAAD en Corée du Sud en prenant comme prétexte la récente guerre de mots.

Un traité de paix permanent est nécessaire sur la péninsule

L'Association internationale des avocats démocratiques (IADL), la Guilde nationale d'avocats (NLG), l'Association de solidarité internationale des avocats du Japon (JALISA), le Comité sur les questions militaires des États-Unis des avocats pour une société démocratique (MINBYUN) et la Confédération des avocats de l'Asie et du Pacifique (COLAP) appuient l'élaboration d'un traité de paix entre la Corée du Nord et la Corée du Sud en tant que seule voie pour la promotion de la paix et de la stabilité dans la région.

En plus, nous présentons au président Trump des États-Unis, au président Moon Jae-in de la Corée du Sud et au premier ministre Abe du Japon les demandes suivantes :

1. Qu'ils cessent d'agir de façon irresponsable en proférant constamment des menaces de guerre.
2. Qu'ils ne se servent pas des bases militaires en Corée du Sud et au Japon pour menacer la Corée du Nord et exacerber la crise dans la péninsule coréenne.
3. Que le président Moon Jae-in et le premier ministre Abe Shinzo ne permettent pas le déploiement d'armes stratégiques comme les porte-avions nucléaires américains, les bombardiers stratégiques et les sous-marins nucléaires, y compris le déploiement du système de missiles antibalistiques THAAD.
4. En plus, les exercices militaires conjoints États-Unis-République de Corée par lesquels est

brandie la menace d'armes nucléaires préventives contre la Corée du Nord doivent cesser immédiatement.

5. Moon Jae-in doit agir en tant que médiateur dans la promotion du dialogue et de négociations qui mettront fin de façon permanente à la confrontation militaire entre la Corée du Nord et les États-Unis. Dans le cours du processus, ils devront donc rétablir la déclaration conjointe Nord-Sud 7.4, la Déclaration conjointe Nord-Sud 6.15 et la Déclaration Nord-Sud 10.4 et mettre fin à la vieille confrontation dans un esprit de dialogue pour améliorer les relations intercoréennes.

6. Abe Shinzo doit abandonner la stratégie de dissuasion face à la Corée du Nord qu'il poursuit avec les États-Unis et être un médiateur équitable dans la promotion du dialogue conformément à l'article 9 de la constitution de paix du Japon.

Nous appelons la communauté internationale à élever sa voix contre ces provocations et ces exercices menés avec le grand pouvoir militaire des États-Unis que génèrent leurs bases militaires en Asie, dans le Pacifique et dans le monde.

Le 6 novembre 2017



Protestations au Canada



Hope 21, une organisation de Coréens patriotes d'outre-mer qui participe à la lutte pour la paix et la justice en péninsule coréenne, a pris part au piquetage hebdomadaire à Toronto organisé par le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) et la Fédération coréenne au Canada contre les préparatifs de guerre américaine sur la péninsule coréenne.

La participation de Hope 21 avec ses pancartes et sa bannière en face du consulat des États-Unis a attiré l'attention de nombreux passants qui se sont arrêtés pour signer la Pétition pour la paix contre la guerre et l'agression dans la péninsule coréenne. Près de 60 signatures ont été recueillies, portant le nombre total de signatures à plus de 1 000 en trois semaines de piquetage et d'actions sur le même sujet à Toronto. Les militants de Hope 21 se sont engagés à prendre ce travail comme le leur pour contribuer au succès de la campagne.

À la lumière des exercices militaires menés actuellement dans les eaux coréennes par l'alliance militaire américano-sud-coréenne qui menace la péninsule coréenne et la région, les organisateurs des piquets de grève et de la pétition de paix appellent tous les Canadiens à organiser des piquets similaires et recueillir des signatures pour la pétition de paix. En prenant position pour la paix dans la péninsule coréenne et en arrêtant la main des fauteurs de guerre impérialistes américains et de leurs alliés au Parlement canadien, les Canadiens peuvent trouver un moyen pour faire du Canada une véritable force de paix dans le monde et le retirer de ses enchevêtrements dans toutes les alliances militaires agressives dirigées par les États-Unis.

Des copies de la pétition pour la paix et contre la guerre et l'agression sur la péninsule coréenne sont disponibles [ici](#).



Le blocus de Cuba par les États-Unis doit être levé!

Les États-Unis annoncent de nouvelles restrictions sur le commerce et les voyages à Cuba

Le 8 novembre, le gouvernement américain a annoncé de nouvelles restrictions à la capacité des citoyens américains de faire des affaires avec Cuba ou d'y voyager. Cette annonce fait partie de la mise en oeuvre du « Mémoire présidentiel de la sécurité nationale sur le renforcement de la politique américaine envers Cuba » de Donald Trump, qui a annulé des aspects clés du processus de rapprochement entre les deux pays. Le secrétariat d'État, les départements du Commerce et du Trésor des États-Unis ont annoncé des « actions coordonnées » qui comprennent l'établissement d'une liste noire qui inclut 180 entités d'État et des restrictions sur les voyages à Cuba de citoyens et de résidents américains.

Entre-temps, le Bureau du contrôle des avoirs étrangers du département du Trésor (OFAC) et le Bureau de l'industrie et de la sécurité du département du Commerce ont annoncé des



modifications au Règlement sur le contrôle des avoirs cubains et au Règlement sur l'administration des exportations. Y figurent notamment des changements à la liste des sanctions initialement annoncées en juin et entrées en vigueur le 9 novembre, date à laquelle elles ont été officiellement publiées au Registre fédéral. Des mesures complémentaires du département d'État sont également entrées en vigueur le 9 novembre.

Un exemple des sanctions mises en place est que « les personnes soumises à la juridiction des États-Unis se verront désormais interdire d'effectuer certaines transactions financières directes avec des entités et des sous-entités » qui apparaissent sur la « Liste de restrictions liées aux entités et sous-entités associées à Cuba » émise par le département d'État (la Liste des restrictions cubaines). Ces interdictions visent plus de 100 hôtels, marinas et comptoirs de vente au détail liés aux Forces armées révolutionnaires de Cuba et aux organisations nationales de renseignement et de sécurité cubaines, selon un communiqué de presse du bureau des Affaires publiques du département du Trésor.

En ce qui concerne les voyages, le communiqué note que « tous les voyages éducatifs non académiques de peuple à peuple doivent être menés sous les auspices d'une organisation soumise à la juridiction américaine et qui parraine ces échanges pour promouvoir le contact peuple-à-peuple [...] Les voyages éducatifs non académiques de peuple-à-peuple effectués par des individus ne seront plus autorisés, comme l'a annoncé le président. »

LML condamne ces actions qui sont entreprises contre le peuple cubain et son leadership et appelle les Québécois et les Canadiens à intensifier leurs actions en appui au droit de Cuba à son indépendance et à sa souveraineté et à s'opposer à tout geste du gouvernement Trudeau pour changer la politique déclarée du Canada de non-ingérence dans les affaires internes de Cuba et d'opposition à l'embargo américain.

Les nouvelles mesures des États-Unis contre Cuba sont un revers



Josefina Vidal Ferreiro, la directrice générale chargée des États-Unis au ministère cubain des Relations extérieures, a souligné le 8 novembre que les nouvelles restrictions américaines constituent un sérieux revers pour les relations bilatérales. Ces mesures renforcent le blocus et visent ouvertement à renverser la révolution cubaine. Elle a également souligné l'arbitraire de la liste des entités ciblées : « Cela inclut même des marques de boissons gazeuses (comme Tropicola et Cachito) et des rhums, ainsi que des services de photographie comme PhotoService. »

Vidal a dit que les mesures affecteront également les entreprises américaines qui perdront aux mains de leurs concurrents des occasions attrayantes à Cuba.

Cependant, elle a noté que la nouvelle réglementation sur les affaires et les voyages exclut les entreprises et les accords établis avant l'entrée en vigueur des mesures. Par conséquent, l'autorisation des vols commerciaux directs entre les deux pays et les visites par les compagnies de croisière qui ont été autorisées à visiter l'île, ainsi que les mémorandums d'accord dans les domaines des télécommunications et de la gestion hôtelière signés avec les entreprises américaines, avant que le dernier mandat de Barack Obama ne prenne fin, demeurent en place.

« [La dernière restriction est] liée à un petit groupe d'entreprises », a déclaré Vidal, qui a noté que de nouveaux progrès ont été et sont limités par l'application continue du blocus.

Opposition aux nouvelles restrictions aux États-Unis

Les nouvelles mesures américaines ont été largement rejetées par de vastes secteurs de la société américaine, y compris par plusieurs qui s'opposent aux obstacles placés devant les entreprises américaines faisant des affaires avec Cuba.

Le Conseil national du commerce extérieur des États-Unis (NFTC) a qualifié les nouvelles restrictions de contreproductives. Le vice-président du NFTC, Jake Colvin, a déclaré que la restriction de la participation des entreprises américaines à la zone de développement spécial de Mariel empêche les ressortissants américains de participer à des activités « potentiellement bénéfiques pour les travailleurs cubains et le peuple cubain ».

James Williams, président de la coalition Engage Cuba, qui travaille pour mettre fin au blocus, a déclaré : « Quiconque connaît le fonctionnement de l'économie cubaine sait que ces règlements supplémentaires imposés aux entreprises américaines compliqueront les choses pour faire des affaires à Cuba. » Il a ajouté que « ces nouvelles restrictions aux entreprises américaines pourraient entraver ce progrès, ce qui pourrait coûter des milliards à l'économie américaine et affecter des milliers d'emplois ».

La sénatrice démocrate Dianne Feinstein a tweeté : « Isoler le peuple cubain n'a pas servi nos intérêts auparavant et ne le fera certainement pas maintenant. » Le sénateur du Vermont Patrick Leahy a souligné l'hypocrisie de l'administration Trump, notant que Cuba ne représente pas une menace pour les États-Unis. Il a qualifié les nouvelles restrictions d'« onéreuses et mesquines », ajoutant que « ces nouveaux règlements nuiront aux entrepreneurs qui débutent et au reste du peuple cubain en décourageant les Américains d'y voyager ».

Le député républicain Mark Sanford (Caroline du Sud) a tweeté : « L'interdiction de voyager à Cuba, qui a été décrétée au plus fort de la Guerre froide et de la menace communiste, est à la fois dépassée et une limitation injuste aux libertés américaines. »

Daniel P. Erikson, un conseiller de la Maison-Blanche à l'époque d'Obama, a déclaré au *New York Times* que « la réglementation va probablement semer de la confusion parmi les visiteurs américains qui auront du mal à déterminer quelles transactions sont interdites ». Ben Rhodes, un autre conseiller d'Obama et un des principaux artisans de sa politique cubaine, a déclaré : « Trump ne limite pas le genre d'armes d'assaut que les Américains peuvent acheter, mais il vous dira quel genre de boisson gazeuse vous pouvez acheter à Cuba ».

(Prensa Latina, Granma)



Un autre rejet massif et retentissant par l'ONU du blocus économique des États-Unis contre Cuba

**- Isaac Saney, coprésident et porte-parole national
du Réseau canadien pour Cuba -**

Le 1er novembre 2017 et pour la 26e année consécutive, le monde a répudié de façon massive et

retentissante la guerre économique menée par les États-Unis contre le peuple cubain. Par un vote de 191 voix contre 2, les pays membres des Nations unies ont massivement condamné le blocus économique des États-Unis contre cette nation insulaire héroïque en votant en faveur de la résolution « Nécessité de lever l'embargo économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique ». Seulement deux pays ont voté contre la résolution, soit les États-Unis et Israël.

Depuis 1992, la communauté internationale a rejeté l'agression économique continue des États-Unis contre Cuba lors de ces affirmations annuelles du droit inaliénable et inviolable de tous les peuples à l'autodétermination et à l'indépendance.



Le rejet du diktat de Washington souligne encore une fois et de manière flagrante l'isolement de l'empire au sein de l'opinion publique mondiale. Le vote de l'ONU démontre non seulement l'indéfectible opposition mondiale à la politique criminelle américaine mais aussi l'étendue de l'appui et du respect envers Cuba.

La décision de Washington de voter contre la résolution, au lieu de s'abstenir comme elle l'avait fait en 2016, signale le refus du régime Trump d'accepter l'échec de l'impérialisme américain à imposer sa volonté à Cuba.

La lutte continue pour mettre définitivement fin à la guerre économique des États-Unis contre Cuba, qui est une violation flagrante du droit international et constitue le principal obstacle au développement social et économique de l'île.



Dans cette lutte, les nations et les peuples du monde qui représentent l'immense majorité de l'humanité, ont déclaré d'une même voix qu'ils se tiennent debout avec Cuba.



Le blocus des États-Unis est le principal obstacle au développement scientifique à Cuba

- Yenía Silva Correa -

Juste l'année dernière, le blocus économique, financier et commercial des États-Unis contre Cuba a causé des pertes d'environ 1,5 million \$ US au secteur de l'enseignement supérieur du pays.

Ce chiffre comprend l'augmentation des coûts liés aux sources d'approvisionnement qui proviennent de marchés éloignés, aux problèmes liés aux virements bancaires, à la perte de revenus et aux obstacles encourus dans l'acquisition de publications de renommée mondiale.

L'une des conséquences les plus importantes de cette politique est le blocus technologique qui oblige Cuba à acheter des technologies et de l'équipement dans des marchés éloignés comme la Chine, ce qui entraîne des coûts d'expédition considérablement plus élevés.

Pendant ce temps, le blocus empêche également les chercheurs cubains d'accéder à plus de 200 sites Web et rend difficile aux experts et aux professionnels internationaux d'accéder à l'île, étant donné le caractère extraterritorial de la politique, qui limite aussi Cuba dans l'exportation de ses services et l'acquisition de revenus importants.

En ce qui concerne son impact sur l'enseignement supérieur, le blocus encourage les professionnels cubains à émigrer, privant ainsi le pays de certains de ses meilleurs professionnels et d'années d'investissement dédiées à leur formation.

En plus des dommages susmentionnés, la production et les services sont également affectés par la réglementation du blocus qui limite l'accès de l'île à des fournitures et matériel essentiels au développement du personnel enseignant.

En ce qui a trait à l'impact de la politique criminelle des États-Unis contre Cuba, María Victoria Villavicencio, la directrice des relations internationales au ministère de l'Enseignement supérieur, a déclaré : « Aujourd'hui, de nombreux problèmes causés par le blocus affectent un nombre important d'occasions qui seraient favorables à notre développement et notre progrès. »

À un clic près

Dans le cas de l'Université des sciences informatiques, le blocus n'est plus qu'à un clic près. Jusqu'à présent cette année, l'institution a identifié 209 sites Web qui sont facilement accessibles dans le monde entier mais dont l'accès est interdit à l'adresse IP de l'Université - une augmentation significative par rapport aux 116 enregistrés l'année dernière.

L'institution a également été incapable d'accéder aux certifications professionnelles nécessaires pour préparer et développer des logiciels.

Pendant ce temps, l'Université agraire de La Havane a également subi l'impact de la politique génocidaire des États-Unis. Par exemple, chaque article de son magazine sur l'agriculture et l'élevage doit avoir un identifiant numérique mais le blocus empêche Cuba d'accéder à de tels services.

La politique a des impacts significatifs sur le travail du personnel et la recherche scientifique à l'université, surtout ceux liés aux diplômes de l'agriculture et de l'élevage. En effet, l'institution est actuellement incapable d'acquérir de l'équipement pour ses laboratoires ou d'acheter des fournitures

et du matériel provenant d'entreprises étasuniennes, ce qui rend le coût d'obtention de ces produits très élevé.

L'impact sur les revenus

L'un des moyens par lesquels le Centre national de santé agricole et de l'élevage se procure du financement pour ses travaux de développement scientifique est l'exportation.

Depuis 2015, l'institution a dû faire face à de sérieux problèmes de transfert de fonds du Nicaragua après des échanges de technologie avec des établissements de ce pays. Les pertes sont estimées à environ 50 000 \$ US.

Qui plus est, cela prive également l'institution des ressources vitales dont elle a besoin pour poursuivre son travail principal, qui comprend l'identification, le contrôle et la prévention des maladies exotiques affectant les animaux, ainsi que des initiatives liées au développement de l'économie du pays.

Récemment, le blocus a rendu extrêmement difficile la participation des scientifiques cubains aux congrès internationaux, laquelle est une occasion pour le pays de présenter ses résultats dans le domaine des sciences de l'agriculture et de l'élevage et d'échanger avec des experts internationaux.

L'Université de La Havane

Entre-temps, l'Université de La Havane, la plus ancienne institution d'enseignement supérieur de Cuba, est également confrontée à des obstacles et des préjudices financiers pour accéder aux technologies et à d'autres ressources vitales en raison du blocus des États-Unis.

Par exemple, cette politique criminelle empêche les facultés de chimie, de physique et de biologie et les centres de recherche de l'établissement d'obtenir non seulement de l'équipement mais aussi des fournitures de base.

En même temps, les restrictions concernant les transactions financières et les transferts d'argent rendent également difficile l'organisation de visites et d'échanges entre professionnels.

En outre, la nouvelle politique des États-Unis envers Cuba, annoncée par le président Donald Trump, pourrait réduire considérablement les échanges universitaires et les visites d'étudiants, de professeurs et de chercheurs des États-Unis.

En dépit de ces difficultés, le gouvernement cubain a maintenu son engagement, depuis le triomphe de la Révolution, à améliorer continuellement la qualité de l'enseignement supérieur et à appuyer les étudiants et les professeurs universitaires.

Selon María Victoria Villavicencio, « la seule raison pour laquelle les dommages ne sont pas plus sévères aujourd'hui, c'est que nous avons un nombre important de professeurs et de chercheurs incroyablement créatifs, dévoués et hautement professionnels, fortement engagés envers nos institutions et notre pays, qui créent des façons d'atténuer les effets du blocus ».

(Traduction du LML de l'article du 6 novembre 2017 de Granma)



Actions au Canada en appui à la résolution de Cuba à l'ONU

Plusieurs actions ont été organisées au Canada par les organisations d'amitié et de solidarité avec Cuba pour exprimer l'appui des Canadiens et des Québécois à la résolution de Cuba contre le blocus étatsunien à l'ONU. Ces actions affirment le droit d'être de Cuba, libre de toute ingérence extérieure, surtout américaine, libre des politiques hostiles des États-Unis envers Cuba et des nombreuses lois extraterritoriales qui touchent plusieurs pays qui ont des relations avec Cuba. Il y a également une campagne mondiale sur Twitter.

Montréal



Ottawa



Toronto



Vancouver



Avec le chanteur-compositeur cubain de renom Gerardo Alfonso.



Nous persévérerons, forts du consensus de notre peuple et de l'engagement patriotique des plus jeunes, dans la lutte anti-impérialiste et dans la défense de notre indépendance

- Bruno Rodriguez Parilla, ministre des Relations extérieures de Cuba -

Texte complet du discours du ministre des Relations extérieures de Cuba, Bruno Rodriguez Parrilla, sur le thème « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique », prononcé au siège des Nations unies, à New York, le 1er novembre 2017

Monsieur le Président,

Excellences, messieurs les représentants permanents,

Illustres délégués,

Citoyens étasuniens et cubains résidant aux États-Unis présents dans la salle,

Je tiens à adresser au peuple et au gouvernement des États-Unis, au maire Bill de Blasio, au gouverneur Andrew Cuomo et aux autres autorités de New York, ainsi qu'à leurs citoyens, et très spécialement aux familles des victimes, nos plus sincères condoléances au nom du peuple et du gouvernement cubains, à la suite de l'acte terroriste perpétré dans l'après-midi d'hier.

J'aimerais également exprimer nos sincères condoléances aux peuples et aux gouvernements d'Argentine et de Belgique.

Monsieur le Président,

Je tiens à exprimer ma plus énergique condamnation des déclarations irrespectueuses, offensives et interventionnistes formulées par l'ambassadrice des États-Unis aux Nations unies, il y a quelques minutes, contre Cuba et contre le gouvernement cubain.

Je rappelle que les États-Unis, où sont commises des violations flagrantes des droits de l'Homme qui suscitent une profonde préoccupation de la communauté internationale, n'ont pas la moindre autorité morale pour critiquer Cuba, un petit pays, solidaire, au parcours international vaste et reconnu ; un peuple noble, laborieux et amical.

Elle parle au nom du chef d'un empire qui est responsable de la plupart des guerres qui se livrent aujourd'hui sur la planète, qui assassine des innocents et constitue le principal facteur d'instabilité mondiale et de très graves menaces à la paix et à la sécurité internationale, foulant aux pieds le Droit international et la Charte des Nations unies qu'elle vient cyniquement d'invoquer.

Ce ne sont pas 55 ans, Mme l'ambassadrice, vous vous êtes trompée dans votre première phrase ;

ce sont 26 de ces séances qui se sont succédées et l'origine des faits qui sont débattus aujourd'hui remonte à plus d'un siècle.

Elle ment, en utilisant le même style qui prévaut aujourd'hui dans la politique étasunienne. Tout a commencé avant l'existence même de la nation cubaine. Lorsque, pour la première fois, le peuple cubain prit les armes en 1868, les appétits annexionnistes et de domination de ce qui était et est aujourd'hui l'impérialisme étasunien, s'étaient déjà déclenchés.

En 1868, en se servant d'un prétexte - ce qui caractérise l'histoire moderne des États-Unis -, l'explosion du cuirassé Maine dans un port cubain, ils entrèrent en alliés des forces indépendantistes cubaines pour occuper ensuite le pays en envahisseurs ; ils imposèrent l'Amendement Platt, confisquèrent l'indépendance et la souveraineté de Cuba ; ils réalisèrent trois occupations militaires, imposèrent 60 ans d'une domination absolue qui prit fin le 1er janvier 1959 avec l'entrée à La Havane de l'Armée rebelle et le triomphe de la Révolution cubaine, qui livre aujourd'hui les mêmes batailles qui ont inspiré notre peuple voilà plus de 100 ans (*Applaudissements*).

Elle ment. Elle a utilisé une phrase, attribuant supposément à une source cubaine une affirmation sur la dénommée Crise d'Octobre ou des Missiles. Et je l'invite à révéler sa source, le nom de l'auteur, à présenter des preuves. Cela ressemble à un tweet comme ceux qui prolifèrent dans ce pays en ces temps de haine, de division et de politique sale (*Applaudissements*).

Au triomphe de la Révolution cubaine, le gouvernement des États-Unis se fixa comme objectif le changement de régime. La politique énoncée le 16 juin par le président Trump n'est pas nouvelle. C'est la même politique, la même vieille politique ancrée dans le passé.

Elle a mentionné l'illustre ambassadeur étasunien Adlai Stevenson. Elle a oublié de préciser que c'est lui qui fut chargé du triste devoir, trompé par son gouvernement, de montrer, lors d'une session du Conseil de sécurité, des photos de supposés avions, - il s'agissait en réalité d'avions étasuniens repeints aux couleurs de la Force aérienne cubaine -, qui le 15 avril bombardèrent la ville de La Havane, provoquant de nombreuses pertes, ce qui fut le prélude de l'attaque de l'invasion de Playa Giron ou Baie des Cochons.

Ces bombardements et le mensonge involontaire de l'ambassadeur Stevenson, qui avait été trompé par son gouvernement, se produisirent avant même la déclaration du caractère socialiste de la Révolution cubaine. Ces bombardements furent antérieurs à la déclaration du caractère socialiste de notre Révolution. [16 avril 1961]

Elle a parlé de la Crise d'Octobre.

On parle ces jours-ci de l'assassinat du président Kennedy et de la déclassification de certains documents. La vérité a trop longtemps été cachée au peuple des États-Unis. Il faut tout déclassifier.

Mais, si elle souhaite parler de ces questions, je lui suggère de lire le livre « Entraîné pour tuer Castro », de l'agent de la CIA Veciana, dans lequel il raconte sa rencontre avec l'agent de la CIA David Phillips et Lee Harvey Oswald, à Dallas, dans la troisième semaine de septembre 1963.

Ce fut une histoire de mensonges et d'agressions : l'Opération Northwoods, l'Opération Mangouste. L'information selon laquelle à cette époque les États-Unis avaient massé 261 000 soldats qui se tenaient prêts à participer à une invasion directe à Cuba a été déclassifiée. À l'époque, la Floride abritait la plus grande base militaire de l'histoire, qui comptait plus de 700 officiers, jusqu'à la création de la base militaire de Saïgon, encore plus grande.

Elle utilise le style du procès d'Alice au pays des merveilles : la sentence d'abord, le jugement ensuite.

Je parle au nom de mon peuple, et je parle aussi au nom de ceux qui ne peuvent pas appeler le président Trump et l'ambassadrice des États-Unis par leur nom, mais qui sentent et pensent comme moi.

Du moins a-t-elle reconnu l'isolement absolu des États-Unis dans cette salle et dans ce monde. Ils sont seuls sur la question du blocus contre Cuba ! (Applaudissements). Elle ignore le poids de la vérité, elle sous-estime la force d'une idée juste au fond d'une grotte, plus puissante qu'une armée, comme le signalait José Martí, qui écrivit, dans une lettre inachevée serrée contre sa poitrine, la phrase suivante : « Je cours désormais tous les jours le risque de donner ma vie pour mon pays et pour mon devoir qui est d'empêcher, avant qu'il ne soit trop tard, au moyen de l'indépendance de Cuba, que les États-Unis ne s'étendent dans les Antilles avant de s'abattre avec cette force supplémentaire sur nos terres d'Amérique ».

Ambassadrice, tout a commencé il y a bien plus de 26 ans, il y a bien plus de 55 ans. En plus de l'agression militaire, de la fabrication de prétextes, de plans d'invasion directe, de mesures d'asphyxie contre notre économie, du terrorisme d'État, de la déstabilisation et de la subversion, il fut proposé - je cite le mémorandum infâme du Secrétaire d'État Lester Mallory, signé le 6 avril 1960 - « de provoquer le désenchantement [...] par l'insatisfaction économique et la pénurie [...] en refusant à Cuba l'argent et les livraisons afin de réduire les salaires nominaux et réels ».

C'est dans le but de « provoquer la faim, le désespoir et le renversement du gouvernement » que fut créé le blocus contre Cuba.

Or, lorsque les présidents Raul Castro et Barack Obama firent les annonces surprenantes et encourageantes du 17 décembre 2014, le président Obama qualifia le blocus de politique ratée et obsolète, d'inefficace dans ses objectifs, responsable de dommages au peuple cubain et de l'isolement du gouvernement des États-Unis. Il devait ensuite le considérer comme inutile au but de faire avancer les intérêts étasuniens ; voué à l'échec, insensé, non viable et comme un lourd fardeau pour les citoyens.

Mais jamais le blocus ne fut reconnu comme une violation flagrante, massive et systématique des droits humains des Cubains, ce qu'a omis cyniquement l'ambassadrice des États-Unis, il y a quelques heures ; ni comme une transgression du Droit international ou un acte de génocide, selon la Convention de Genève ; et il n'a pas renoncé non plus à ses objectifs d'asservissement de notre peuple.

Cependant, à l'époque, le président des États-Unis avait réitéré sa décision d'user de ses facultés exécutives et d'oeuvrer avec le Congrès à la levée du blocus.

Un reflet pratique de cette volonté fut le vote en abstention des États-Unis, en 2016, de cette résolution, dont l'ambassadrice des États-Unis vient de se moquer.

Cette période fut marquée par des progrès substantiels en matière de relations diplomatiques, de dialogue et de coopération dans des domaines d'intérêt et mutuellement bénéfiques, mais durant ces deux dernières années, l'essentiel du blocus demeura en vigueur, même si certaines décisions exécutives furent adoptées qui modifièrent son application de manière très limitée, mais allant dans la direction positive. Il est significatif de constater comment, dans le cadre de l'interdiction de voyager à Cuba, qui constitue une violation des droits et des libertés civiles des citoyens étasuniens - dont elle ne fait aucune mention -, le recours aux autorisations de voyages s'est développé. Des résultats tangibles ont également été obtenus en matière de coopération bilatérale, mutuellement

bénéfique, dans des domaines aussi importants que la lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue ou le crime cybernétique.

M. le Président, le 16 juin, le président Donald Trump a proclamé le blocus comme un axe fondamental de sa politique anticubaine, et il a annoncé une série de mesures visant à son durcissement.

Dans un discours désuet et hostile, typique de la Guerre froide, et face à un auditoire composé, entre autres, de partisans aigris du dictateur Batista, d'annexionnistes et de terroristes, le président étasunien a repris de vieilles allégations de prétendues violations des droits de l'Homme à Cuba pour justifier le renforcement du blocus. À cette tribune, nous avons entendu ce matin son écho, sa boîte de résonance.

Le président Trump n'a pas la moindre autorité morale pour faire le procès de Cuba.

Il préside un gouvernement de millionnaires dont l'objectif est d'appliquer des mesures sauvages contre les familles à faibles revenus et les pauvres de son pays, les minorités et les immigrants. Il suit un programme qui encourage la haine et la division. Il prêche un dangereux exceptionnalisme et un suprématisme, sous couvert de patriotisme, qui engendrera encore plus de violence. Il ignore la volonté des électeurs : les deux tiers des Étasuniens et des Cubains résidant aux États-Unis sont favorables à la levée du blocus.

Les politiques en vigueur aux États-Unis portent préjudice aux citoyens; il règne une corruption de la politique qui est prise en otage par les dénommés « intérêts spéciaux », c'est-à-dire les intérêts et l'argent des entreprises : un manque de garanties en matière d'éducation, de santé et de sécurité sociale, des restrictions à la syndicalisation et la discrimination de genre.

Il y a lieu de condamner le recours à la torture, l'assassinat d'Afro-américains par la police, les civils tués par leurs troupes, le recours à l'application aveugle et racialement différenciée de la peine de mort, à l'assassinat, la répression et la surveillance policière des migrants, la séparation des familles et l'arrestation et la déportation de mineurs, ainsi que la menace de mesures brutales contre les enfants des émigrés illégaux qui ont grandi et ont été éduqués aux États-Unis.

Il s'agit du gouvernement qui a perdu le vote populaire.

L'ambassadrice des États-Unis nous a fait part de son rêve. Je préfère répéter celui de Martin Luther King, lorsqu'il a dit : je fais le rêve qu'un jour cette nation se lèvera et vivra le vrai sens de sa foi. « Les hommes naissent égaux. Que sonne la cloche de la liberté. » (*Applaudissements*).

Elle est venue nous dire qu'elle reconnaît que l'avenir de l'île se trouve entre les mains du peuple cubain. Elle ment effrontément. Jamais il n'en a été ainsi dans l'Histoire. C'est l'histoire de la tentative de domination et de l'hégémonie sur Cuba.

La politique annoncée vise à ramener les relations à un passé d'affrontement pour satisfaire les intérêts sinistres de cercles extrémistes de la droite étasunienne et d'une minorité frustrée et vieillie d'origine cubaine de la Floride. Le mémorandum présidentiel qui fixe la politique vis-à-vis de Cuba comporte, entre autres mesures, de nouvelles restrictions aux relations économiques, commerciales et financières de sociétés étasuniennes avec des entreprises cubaines.

Des entraves supplémentaires sont imposées à la liberté de voyager des citoyens étasuniens avec la suppression des voyages individuels dans la catégorie des échanges dits « de peuple-à-peuple », ainsi que des mesures de surveillance sur le reste des voyageurs de ce pays.

Ces dernières semaines, le président Donald Trump a réitéré à quatre reprises différentes (y compris devant cette Assemblée, en septembre dernier) que son gouvernement ne lèvera pas le blocus exercé contre Cuba, à moins que l'île opère des changements dans son ordre interne.

Je réaffirme aujourd'hui que Cuba n'acceptera jamais de conditions ni d'impositions, et nous rappelons au président et à l'ambassadrice que cette approche, appliquée par une dizaine de leurs prédécesseurs, n'a jamais fonctionné et ne fonctionnera jamais. Ce ne sera qu'une tentative de plus dans une politique ancrée dans le passé.

Plus récemment, sous prétexte que les dommages à la santé de certains diplomates à La Havane, sans qu'il n'y ait la moindre preuve sur leur cause ou leur origine -- car ils mentent lorsqu'ils parlent d'attaques ou d'incidents --, ni de résultats des investigations en cours, le gouvernement des États-Unis a adopté de nouvelles mesures de nature politique contre Cuba, qui intensifient le blocus et affectent les relations bilatérales dans leur ensemble.

Parmi ces dispositions, il a suspendu la délivrance de visas aux voyageurs et émigrants cubains par son consulat à La Havane, ce qui porte préjudice au droit des citoyens de voyager librement et de visiter ce pays pour de brèves périodes, comme l'ont fait cette année plus de 163 000 Cubains, ou entrave sérieusement la réunification familiale d'autres personnes malgré l'accord bilatéral en vertu duquel les États-Unis se sont engagés à accorder au moins 20 000 visas d'émigrants par an. L'exigence d'une entrevue en face-à-face aux voyageurs de Cuba aux consulats des États-Unis dans des pays tiers, ainsi qu'aux émigrants à la section consulaire étasunienne à Bogota renchérit énormément les procédures et les rendra impossibles pour une bonne partie de ces personnes. Où sont leurs droits dans le discours des États-Unis ?

Rien ne saurait justifier que l'on fasse du tort aux personnes et aux familles pour tenter d'atteindre des objectifs politiques contre l'ordre constitutionnel à Cuba.

Dans le but politique de réduire les voyages et de porter préjudice au tourisme international à Cuba, le gouvernement étasunien a également lancé un avertissement, infondé et absolument mensonger, aux citoyens étasuniens afin qu'ils évitent de visiter notre pays.

En expulsant de manière injustifiée le personnel de notre consulat général à Washington, le seul aux États-Unis, il a gravement limité la capacité de celui-ci à fournir des services aux voyageurs étasuniens, et en particulier aux Cubains résidant ici, qui ont le droit absolu d'effectuer des visites dans leur pays et d'entretenir avec lui des relations normales.

Il a également réduit de manière arbitraire et sans raison le personnel de notre ambassade, ce qui a provoqué, entre autres conséquences, le démantèlement de son Bureau économique et commercial, avec l'objectif politique retors de priver d'interlocuteur le secteur étasunien des entreprises, véritablement intéressé à explorer les opportunités d'affaires existantes, y compris dans le cadre restrictif des réglementations du blocus.

Rien d'étonnant non plus, avec ce que Mme l'ambassadrice a déclaré ici, ou auparavant ses dirigeants, que le président des États-Unis ne tienne pas compte du soutien international unanime en faveur des progrès sur lesquels il revient aujourd'hui, ni de ce même appel en faveur de la fin immédiate, totale et inconditionnelle du blocus.

Monsieur le Président,

Comme l'a déclaré le président Raul Castro Ruz le 14 juillet dernier, « nous réaffirmons que toute stratégie visant à détruire la Révolution, que ce soit par la coercition et les pressions ou le recours à des méthodes subtiles, est vouée à l'échec [...]. Cuba a la volonté de discuter avec les États-Unis

des questions bilatérales en suspens, sur la base de l'égalité et du respect de la souveraineté et de l'indépendance de notre pays, et de poursuivre le dialogue respectueux et la coopération dans des thèmes d'intérêt commun avec le gouvernement étatsunien.

« Cuba et les États-Unis peuvent coopérer et coexister, tout en respectant leurs différences et en oeuvrant à la promotion de tout ce qui sera bénéfique pour nos deux pays et nos deux peuples, mais il ne faut pas s'attendre qu'en échange Cuba fasse des concessions sur des questions inhérentes à sa souveraineté et à son indépendance, [...] ni qu'elle négocie ses principes, ni qu'elle accepte des conditions, de quelque nature qu'elles soient, comme nous ne l'avons jamais fait dans l'histoire de la Révolution. » Fin de la citation. (*Applaudissements*).

Monsieur le Président,

Cuba présente aujourd'hui, pour la vingt-sixième fois consécutive devant l'Assemblée générale des Nations unies, le projet de résolution intitulé « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique ».

Dans la conjoncture actuelle, ce texte revêt une importance particulière face au recul que signifient les actions du nouveau gouvernement des États-Unis contre Cuba.

Le blocus constitue le plus grand obstacle au développement économique et social du pays et à la mise en oeuvre du Plan national, conformément au Programme de développement durable des Nations unies à l'horizon 2030. Il s'agit de la principale entrave au développement des relations économiques, commerciales et financières de Cuba avec les États-Unis et le reste du monde.

Selon les calculs rigoureux effectués par des institutions cubaines, le blocus durant l'année écoulée, d'avril 2016 à avril 2017, a provoqué des pertes à l'économie cubaine de l'ordre de 4 305 milliards \$.

Ce chiffre représente environ le double des investissements étrangers directs nécessaires annuellement à l'économie cubaine pour progresser de manière substantielle sur la voie du développement.

Les dommages cumulés s'élèvent à la somme énorme de 822,28 milliards \$, calculés en tenant compte de la dépréciation de l'or. À prix courants, cela équivaut à 130 178 milliards \$.

Des dizaines de banques de pays tiers ont été pénalisées au cours de cette dernière période par la traque excessive et tenace des transactions financières cubaines.

Le blocus est contraire au Droit international et son application, agressivement extraterritoriale, porte atteinte à la souveraineté de tous les États. Il nuit également aux intérêts économiques et commerciaux dans toutes les latitudes.

Monsieur le Président,

L'ambassadrice des États-Unis a omis de dire que le blocus constitue une violation flagrante, massive et systématique des droits fondamentaux des Cubaines et des Cubains, et peut être qualifié d'acte de génocide aux termes de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948. C'est aussi un obstacle à la coopération internationale offerte par Cuba dans des secteurs humanitaires à 81 pays du Sud.

Les dommages humains causés par l'application de cette politique s'avèrent incalculables. Il n'est pas de famille cubaine ni de service social à Cuba qui ne souffre des privations et des conséquences

du blocus. L'émigration cubaine souffre également de discrimination et de préjudices.

Au cours de l'année écoulée, Medicuba S.A, l'entreprise d'import-export cubaine de produits médicaux, a demandé l'achat de fournitures auprès de 18 entreprises étasuniennes lesquelles, soit ont refusé soit n'ont jamais donné de réponse.

D'autres, comme la société étasunienne Promega, réputée pour la fabrication de trousse de diagnostic servant à déterminer la charge virale chez des patients atteints du VIH/SIDA, d'hépatite C ou de pathologies rénales, a refusé en juin 2017 de vendre ses produits à Medicuba S.A., sous prétexte que le Département du Trésor a mis en place des sanctions commerciales, ce qui l'empêche de vendre ses produits à l'île.

À cette même date, et avec le même argument, nous avons été informés du refus de fournir des produits à Cuba de la part de l'entreprise New England Biolabs Inc., qui commercialise une vaste gamme d'enzymes, comme la Proteinase K, un réactif permettant de réaliser le diagnostic de maladies telles que la dengue, le zika et le chikungunya, ainsi que d'autres enzymes à usages multiples pour le diagnostic de malformations congénitales chez les fœtus et permettant de déterminer la compatibilité entre les donneurs d'organe et les patients en attente de greffe de rein, de moelle osseuse, de foie, entre autres.

Avançant ce même prétexte, cette société a refusé d'effectuer des livraisons de nature totalement humanitaire à Cuba.

En avril 2017, le fournisseur allemand Eckert & Ziegler Radiopharma GmbH a refusé de vendre à cette même société médicale cubaine le générateur Ge-68/Ga-68, ainsi que ses composants, un dispositif utilisé dans le diagnostic du cancer de la prostate. Selon cette société, il était impossible de fournir ce produit directement à Cuba, ni à travers un pays tiers, car le blocus l'interdisait.

Le service de cardiologie de l'Hôpital clinique chirurgical Hermanos Ameijeiras, a besoin d'urgence d'un appareil d'assistance circulatoire pour traiter le choc d'origine cardiaque, la cardiologie interventionniste et l'électrophysiologie, permettant la récupération après une défaillance cardiaque et le prolongement de la vie du patient.

La société étasunienne Abiomed, leader de ces produits sur le marché mondial, dispose du système Impella, parfait pour le traitement de ces pathologies. En septembre 2016 et février 2017, l'entreprise MEDICUBA S. A. a contacté cette société pour étudier la possibilité d'intégrer ce produit au système de santé à Cuba. Une demande qui à ce jour est restée sans réponse.

Monsieur le Président,

Nous exprimons notre plus profonde reconnaissance à tous les gouvernements et peuples, parlements, forces politiques et mouvements sociaux, représentants de la société civile, organisations internationales et régionales qui ont contribué, par leur voix et leur vote, année après année, à faire valoir la justice et à l'urgence de l'abolition du blocus.

Nous exprimons également notre gratitude à la grande majorité du peuple étasunien pour le soutien apporté à cet objectif louable.

Le fait que l'ambassadrice des États-Unis ait fait référence au gouvernement bolivarien du Venezuela de manière aussi interventionniste et inacceptable est une offense à la conscience de l'humanité. Elle offense l'héroïque peuple vénézuélien, son union civique et militaire, le gouvernement bolivarien et chaviste dirigé par le président Nicolas Maduro Moros.

Le gouvernement des États-Unis ment lorsqu'il qualifie le Venezuela de menace à sa sécurité nationale. Un pays qui est, comme par hasard, la première réserve prouvée d'hydrocarbures de la planète.

Comme l'écrivit le Libertador Simon Bolivar, « [...] Les États-Unis semblent être destinés par la providence à affliger l'Amérique de misères au nom de la liberté ». Je fais miens ces mots de Bolivar pour répondre à l'ambassadrice.

Nous sommes en ce moment à Cuba en plein processus électoral, propre et constitutionnel, dans lequel on n'achète pas de sièges et où les intérêts particuliers ne prévalent pas, où il n'y a pas de campagnes mensongères dominées par l'argent, des élections où la volonté des électeurs n'est pas manipulée, des élections où l'on n'attise pas la division et la haine.

Monsieur le Président,

Nous saluons tout particulièrement tous ceux qui ont exprimé leur inquiétude et leur rejet des mesures coercitives annoncées par le gouvernement actuel des États-Unis.

Le peuple cubain ne renoncera jamais à construire une nation souveraine, indépendante, socialiste, démocratique, prospère et durable. (*Applaudissements*).

Nous persévérons, forts du consensus de notre peuple et spécialement de l'engagement patriotique des Cubains les plus jeunes, dans la lutte anti-impérialiste et dans la défense de notre indépendance, pour laquelle des dizaines de milliers de Cubains sont déjà tombés et pour laquelle nous avons couru les plus grands risques, comme nous l'avons démontré à Playa Giron et face à toutes les menaces.

Nous conserverons une éternelle loyauté envers l'héritage de José Marti et de Fidel Castro Ruz. (*Applaudissements*).

Monsieur le Président,

Illustres représentants permanents,

Chers déléguées et délégués,

Notre peuple suit ce débat avec espoir. En son nom, je vous demande de voter en faveur du projet de résolution A/72/L. 30, « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique ».

Je vous remercie. (*Applaudissements vifs et nourris*).

Exclamations de :« Vive Cuba ! » « Cuba oui, blocus non ! »

(Traduction de la version sténographique du Conseil d'État)



Bas les pattes du Venezuela!

Opposons-nous à l'ingérence continue du gouvernement Trudeau au Venezuela! Non aux tentatives de changement de régime menées par les États-Unis!

Contre la volonté du peuple canadien et en violation de la responsabilité du Canada de défendre la primauté du droit international et le principe de la souveraineté de toutes les nations, le gouvernement libéral de Justin Trudeau et sa ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland continuent de rendre leurs vils services à l'impérialisme américain et à ses tentatives de changement de régime au Venezuela.

Le 3 novembre, le gouvernement libéral a brandi sa nouvelle loi, *Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus (Loi de Sergueï Magnitski)*[1] contre 19 individus au Venezuela qu'il juge « responsables ou complices de violations graves de droits de la personne ou d'actes de corruption à grande échelle. » Ces sanctions « imposent un gel des avoirs au Canada à toutes les personnes visées par des sanctions, ainsi qu'une interdiction de territoire au Canada en vertu de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés aux personnes inscrites* ». Ces sanctions font suite aux sanctions déjà imposées par le gouvernement Trudeau le 22 septembre contre 40 individus qui ont soi-disant mené « à des activités qui, même indirectement, nuisent à la sécurité, la stabilité ou l'intégrité d'institutions démocratiques du Venezuela ».[2]



La première série de sanctions, imposées avant que le gouvernement n'introduise la Loi Magnitski dans sa « boîte à outils », a permis au Canada de recourir à une manœuvre sinistre avec les États-Unis pour satisfaire aux exigences des lois canadiennes sur les sanctions à l'époque, la *Loi sur les mesures économiques spéciales* (LMÉS). Avant que la Loi Magnitsky ne prenne de l'ampleur, la LMÉS n'autorisait que deux scénarios dans lesquels le Canada pouvait unilatéralement appliquer des sanctions contre un autre pays. L'un était celui où il y a eu « une rupture sérieuse de la paix et de la sécurité internationale » qui risquait « d'entraîner une grave crise internationale ». L'autre était si une organisation internationale ou une association dont le Canada est membre invitait ses membres à prendre des mesures économiques contre un État étranger.

Après avoir échoué à obtenir auprès de l'Organisation des États américains ou du Conseil de sécurité des Nations unies un mandat d'intervention internationale contre le Venezuela malgré tous leurs efforts, les États-Unis et le Canada ont concocté le 5 septembre une « association internationale » entre eux pour appeler ses « membres » à « prendre des mesures économiques à l'encontre du Venezuela ainsi qu'à l'encontre des personnes qui contribuent activement à la situation actuelle au Venezuela ». Cette connivence derrière des portes closes doit être perçue comme un ordre donné au Canada puisque les États-Unis ont déjà mis en place des sanctions contre le Venezuela.

Le gouvernement Trudeau, suivant l'exemple des États-Unis, puise abondamment dans la technique nazie du « gros mensonge » - qui consiste à répéter sans arrêt des faussetés et des calomnies au sujet du Venezuela jusqu'à en submerger la pensée des gens pour qu'ils finissent par les croire. Cela ne doit pas passer ! C'est similaire à la façon dont les États-Unis ont orchestré l'invasion de l'Irak en 2003 quand ils ont essayé d'obtenir mais sans réussir un mandat du Conseil de sécurité de l'ONU. Cela démontre le rôle tout à fait sordide que joue le gouvernement Trudeau. Le 8 août, le « groupe » autoproclamé « de Lima » constitué d'onze pays latino-américains et du Canada a fait une déclaration exigeant que des mesures soient prises contre le Venezuela et maintenant le Canada le fait de concert avec les États-Unis, comme s'il s'agissait d'un mandat légitime alors que ce n'est pas le cas.

Cette dernière attaque contre la souveraineté du Venezuela constitue également une violation de la souveraineté du Canada et de la nécessité d'une politique étrangère indépendante. C'est un affront à la dignité et à la pensée indépendante des travailleurs au Canada qui, comme point de départ, rejettent tout asservissement canadien à l'impérialisme américain. De plus, le gouvernement Trudeau fait montre de grande hypocrisie libérale en faisant la leçon à d'autres pays alors qu'il tergiverse sur les questions les plus élémentaires des droits humains au Canada pendant que la situation des travailleurs, des retraités, des femmes, des jeunes et des peuples autochtones s'aggrave.

En renforçant les pouvoirs de police pour permettre aux agences policières et d'espionnage canadiennes et américaines d'enquêter sur les liens financiers, économiques et politiques présumés entre les Canadiens et leurs organisations et ceux qui sont visés par des sanctions, le gouvernement Trudeau vise à consolider les instruments de répression des Canadiens et à augmenter les pouvoirs arbitraires de la police politique pour supprimer le droit de conscience. Madame Freeland ne cesse de dire que tout cela est fait au nom de la démocratie mais on voit bien ici qu'elle et ceux au nom de qui elle parle ont un mépris complet de toute notion de démocratie.

Il est révélateur que le Canada ait imposé une deuxième série de sanctions contre le Venezuela juste après la tenue réussie d'élections régionales. Dans ces élections, la majorité des électeurs ont exprimé leur appui à la direction prise par le président Nicolas Maduro, en élisant les candidats du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV) comme gouverneurs dans 18 des 23 États du pays. Cela montre que le gouvernement canadien ne recule pas devant sa détermination de contribuer au désir de l'impérialisme américain de changement de régime au Venezuela quoi qu'il arrive.

Ce n'est probablement pas une coïncidence si le Canada se livre à toutes ces activités néfastes avec les États-Unis alors que l'ALÉNA est en train d'être renégocié. Les renégociations de l'ALÉNA impliquent que le Canada abandonne encore plus sa souveraineté et se mette à la disposition des États-Unis de diverses manières pour être utilisé comme une arme contre d'autres pays et peuples.

LML lance l'appel à tous à s'opposer à l'ingérence du Canada au Venezuela, à faire en sorte que la désinformation au sujet du Venezuela et du projet bolivarien d'édification nationale ne prend pas racine au Canada et à organiser la lutte pour un gouvernement antiguerre qui défend le droit international et la souveraineté de tous les pays.

***Opposons-nous aux sanctions contre le Venezuela !
Bas les pattes du Venezuela !
Défendons la souveraineté des peuples et de tous les pays !***

Note

1. Mira Katz, « La Chambre des communes adopte un projet de loi de sanctions américaines », *LML*, 14 octobre 2017



La République bolivarienne du Venezuela dénonce la décision du gouvernement canadien

- Communiqué du ministère du Pouvoir populaire pour les Relations extérieures -

1. La République bolivarienne du Venezuela rejette catégoriquement la décision prise par le gouvernement du Canada d'imposer des mesures coercitives unilatérales à de hauts représentants de l'État vénézuélien, dont le président constitutionnel de notre pays, Nicolás Maduro Moros, en violation flagrante des buts et des principes de la Charte des Nations unies, du droit international et des règles censées régir les relations d'amitié et de coopération entre les États.

2. La République bolivarienne du Venezuela dénonce devant la communauté internationale de telles mesures inamicales et hostiles du régime canadien contre notre pays qui, en outre, affaiblissent le principe des normes et droits juridiques, et du droit à la défense. Ce sont des actions punitives d'un régime qui est absolument et honteusement subordonné aux intérêts de l'empire américain, qui visent à évincer le gouvernement constitutionnel du Venezuela.

3. Le but de cette agression est de saper la paix et la stabilité sociale au Venezuela en essayant de replonger le pays dans une spirale de chaos qui a été surmontée et qui ne peut que causer douleurs et souffrances au peuple vénézuélien. Par ses actions, le régime canadien - l'un des conspirateurs du groupe autoproclamé de Lima - continue d'appuyer la violence déclenchée par des groupes extrémistes qui sont protégés et défendus par un tel régime, même dans les forums internationaux.

4. En réaffirmant son indépendance et sa souveraineté, la République bolivarienne du Venezuela dénonce le faux discours progressiste du régime canadien et l'exhorte, à son tour, à cesser son comportement interventionniste, inamical et hostile et à respecter pleinement la primauté du droit international. Nous réaffirmons que le peuple et le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela ne céderont pas aux menaces, chantage, sanctions ou agressions si ce qui est en jeu est la défense de notre souveraineté et de notre indépendance.

(Caracas, le 4 novembre 2017)



Dénonciation de la réunion de Toronto « Résoudre la crise vénézuélienne »

Affaires mondiales Canada, l'École Munk des affaires internationales et le Conseil canadien pour les Amériques ont tenu une réunion à l'Université de Toronto le 26 octobre pour discuter de comment intervenir dans les affaires internes du Venezuela. Cette réunion publique sur le thème « Résoudre la crise au Venezuela » s'est tenue au théâtre Isabel Bader, suite à la rencontre des

ministres des Affaires étrangères à Toronto du soi-disant Groupe de Lima. Le Groupe de Lima fondé en août dernier lors d'une rencontre tenue au Pérou et composé des pays suivants : l'Argentine, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Panama, le Paraguay et le Pérou, a appuyé les forces de l'« opposition » au Venezuela qui cherchent à tout prix un changement de régime et est actif à créer une opinion publique favorable à une intervention internationale qui va dans ce sens. On notera que les États-Unis ne font pas partie de ce groupe et que c'est le Canada qui mène la charge à leur place.



Le discours d'occasion a été présenté par la ministre des Affaires étrangères du Canada, Chrystia Freeland, qui ne cesse de promouvoir ces soi-disant forces d'opposition au Venezuela qui se sont engagées dans des activités terroristes contre le gouvernement Maduro au Venezuela et appellent ouvertement à une intervention des États-Unis pour qu'ils renversent le gouvernement vénézuélien légalement et constitutionnellement élu. Un des orateurs invités était Irwin Cotler, ancien ministre de la Justice et Procureur général du Canada et membre du groupe frauduleux d'« experts internationaux indépendants » sur le Venezuela créé par le secrétaire général de l'Organisation des États américains, Luis Almagro, dans le but de tenter d'associer le gouvernement bolivarien aux prétendus « crimes contre l'humanité » basés sur des témoignages de ses ennemis jurés. Cotler est tout sauf indépendant en ce qui concerne la situation au Venezuela, car il sert comme conseiller et défenseur des éléments de l'opposition qu'il appelle des « prisonniers politiques » malgré leur condamnation pour des actes criminels dont la promotion de la violence conduisant à la mort de nombreux Vénézuéliens. On a aussi offert une tribune à l'ancienne procureure générale du Venezuela, Luisa Ortega, pour cracher son venin sur Nicolas Maduro. Ortega a été destituée par l'Assemblée constituante populaire du Venezuela pour corruption et activité de trahison.



Une manifestation militante s'est tenue à l'extérieur de la salle de la réunion alors que les manifestants ont scandé « Bas les pattes du Venezuela ! », « États-Unis-Canada hors du Venezuela ! », « Démantelez le Groupe de Lima illégal ! » et d'autres slogans. Un groupe de manifestants sont allés perturber le déroulement de la réunion pour exiger que le Canada et les autres pays du Groupe de Lima défendent le droit international et cessent de s'ingérer dans les affaires internes du peuple vénézuélien.

Le même jour, à Ottawa, les activistes du Front de défense des peuples Hugo Chávez-Ottawa ont organisé une ligne de piquetage devant le Parlement pour dénoncer la présence du Groupe de Lima au Canada et donner de l'information au public sur l'ingérence inacceptable du Canada dans les affaires du Venezuela.





(Photos: LML)



Premier ministre Justin Trudeau, laissez le peuple vénézuélien vivre en paix

- Fondation Hugo Chavez -



En tant que Canadiens préoccupés de la situation, nous appelons le gouvernement Trudeau à cesser de s'ingérer dans les affaires souveraines du Venezuela. Chrystia Freeland, la ministre des Affaires étrangères du Canada, a déclaré que « le Canada joue un rôle de premier plan pour répondre à la crise au Venezuela » et a annoncé que le Canada accueillerait la troisième réunion ministérielle du soi-disant « Groupe de Lima » à Toronto le 26 octobre 2017. L'histoire nous démontre que des actions de ce genre ne sont que des prétextes à l'intervention militaire étrangère, au changement de régime et au pillage des ressources naturelles.

Le 15 octobre, les Vénézuéliens sont allés aux urnes pour une deuxième fois cette année, cette fois pour élire les gouverneurs régionaux. Le résultat, reconnu par les observateurs et la majorité des dirigeants de l'opposition, a été une victoire éclatante dans 18 des 23 États pour le Parti socialiste unifié au pouvoir.

Plus tôt cette année, 8 millions de Vénézuéliens ont voté pour une assemblée constituante dans le

but de réécrire la constitution du pays. Ce mécanisme unique enchâssé dans la constitution de 1999 de cette nation peut être difficile à comprendre pour un pays qui n'a pas de constitution et qui n'accorde à sa population aucun rôle direct dans la refonte de ses lois. Pour les Vénézuéliens, il s'agit d'un droit qu'ils ont approuvé il y a près de vingt ans.

Ces événements se sont produits peu après la tenue de manifestations violentes dirigées par l'opposition qui ont coûté la vie à plus d'une centaine de Vénézuéliens, avec l'assassinat notamment de policiers et de leaders sociaux, et qui en ont blessé des centaines d'autres.

En dépit de ces événements, le Canada a émis des douzaines de déclarations contre le gouvernement vénézuélien et en appui aux dirigeants de l'opposition dans ce pays. Maintenant, le Canada a accordé un visa à l'ancienne procureure générale du Venezuela, Luisa Ortega, qui est actuellement recherchée au Venezuela et accusée de corruption et d'extorsion.

Nous appelons notre gouvernement à respecter la souveraineté du Venezuela et à ne pas suivre l'ordre du jour interventionniste de Trump. Le Canada devrait consacrer ses énergies à la consolidation du tissu social contre le racisme et contre toutes formes d'oppression, ainsi qu'à entretenir des relations de respect avec d'autres nations en ces moments aussi tendus que fragiles.

M. Trudeau, il existe un grand nombre de problèmes à résoudre au Canada. De nombreuses personnes de ce pays refusent d'être partie prenante ou complices de l'ingérence contre un autre pays et un autre peuple.

(26 octobre 2017)

SUPPLÉMENT

Le stratagème pour payer les riches d'Amazon

**Être ou ne pas être en contrôle de leur vie:
le problème qui se pose aux travailleurs
- K.C. Adams -**



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca